



COMMUNE DE BIGNOUX (Vienne)



PLAN LOCAL D'URBANISME

PIÈCE I – RAPPORT DE PRÉSENTATION

VOLUME II – ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE



Vu pour être annexé à la délibération du
Conseil Communautaire de Grand Poitiers
Communauté urbaine pour approbation
en date du 06 Avril 2018.

Le Président, M. Alain CLAEYS



JANVIER 2018

PLAN LOCAL D'URBANISME	PRESCRIT	PROJET ARRÊTÉ	PROJET APPROUVÉ
Élaboration	20/06/2014	31/03/2017	06/04/2018

SOMMAIRE

Contexte réglementaire.....	5
1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE.....	7
<i>Caractéristiques du projet de PLU et présentation sommaire du territoire</i>	<i>7</i>
<i>Compatibilité avec les autres plans et programmes</i>	<i>11</i>
2. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	27
<i>La commune dans la trame verte et bleue régionale.....</i>	<i>27</i>
<i>Perspectives d'évolution probables en l'absence de mise en œuvre du PLU.....</i>	<i>31</i>
<i>Principaux enjeux environnementaux sur la commune.....</i>	<i>33</i>
<i>Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan.....</i>	<i>45</i>
3. SOLUTIONS DE SUBSTITUTION.....	57
4. MOTIFS POUR LESQUELS LE DOCUMENT DE PLANIFICATION A ÉTÉ RETENU.....	59
5. EXPOSÉ DES EFFETS NOTABLES PROBABLES	61
<i>Effets notables probables de la mise en œuvre du plan.....</i>	<i>61</i>
<i>Évaluation des incidences Natura 2000.....</i>	<i>65</i>
6. MESURES PRISES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER	73
<i>Mesures d'évitement.....</i>	<i>73</i>
<i>Mesures de réduction.....</i>	<i>75</i>
<i>Mesures de compensation.....</i>	<i>75</i>
7. CRITÈRES, INDICATEURS ET MODALITÉS DE SUIVI.....	77
<i>Modalités de suivi.....</i>	<i>77</i>
<i>Indicateurs de suivi des effets du plan sur l'environnement.....</i>	<i>79</i>
<i>Indicateurs de suivi des effets du plan sur le site Natura 2000</i>	<i>85</i>
8. MANIÈRE DONT L'ÉVALUATION A ÉTÉ EFFECTUÉE	87
9. RÉSUMÉ NON-TECHNIQUE DU PROJET.....	89

CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Article R.122-20 du Code de l'Environnement (modifié par Décret n°2016-1110 du 11 Août 2016)

I. - L'évaluation environnementale est proportionnée à l'importance du plan, schéma, programme et autre document de planification, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

II. - Le rapport environnemental, qui rend compte de la démarche d'évaluation environnementale, comprend un résumé non technique des informations prévues ci-dessous :

1° **Une présentation générale** indiquant, de manière résumée, les objectifs du plan, schéma, programme ou document de planification et son contenu, son articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront eux-mêmes faire l'objet d'une évaluation environnementale ;

2° **Une description de l'état initial de l'environnement** sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le plan, schéma, programme ou document de planification n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le plan, schéma, programme ou document de planification et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification. Lorsque l'échelle du plan, schéma, programme ou document de planification le permet, les zonages environnementaux existants sont identifiés ;

3° **Les solutions de substitution raisonnables** permettant de répondre à l'objet du plan, schéma, programme ou document de planification dans son champ d'application territorial. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients qu'elle présente, notamment au regard des 1° et 2° ;

4° **L'exposé des motifs** pour lesquels le projet de plan, schéma, programme ou document de planification a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement ;

5° **L'exposé :**

a) **Des effets notables probables de la mise en œuvre du plan**, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement, et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages.

Les effets notables probables sur l'environnement sont regardés en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces effets. Ils prennent en compte les effets cumulés du plan, schéma, programme avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification ou projets de plans, schémas, programmes ou documents de planification connus ;

b) **De l'évaluation des incidences Natura 2000** mentionnée à l'article L.414-4 du Code de l'Environnement ;

6° **La présentation successive des mesures** prises pour :

a) **Éviter** les incidences négatives sur l'environnement du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement et la santé humaine ;

b) **Réduire** l'impact des incidences mentionnées au a ci-dessus n'ayant pu être évitées ;

c) **Compenser**, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du plan, schéma, programme ou document de planification sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, la personne publique responsable justifie cette impossibilité.

Les mesures prises au titre du b du 5° sont identifiées de manière particulière.

7° **La présentation des critères, indicateurs et modalités** - y compris les échéances - retenus :

a) Pour vérifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, la correcte appréciation des effets défavorables identifiés au 5° et le caractère adéquat des mesures prises au titre du 6° ;

b) Pour identifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées ;

8° **Une présentation des méthodes** utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ;

9° **Un résumé non technique** des informations prévues ci-dessus ;

10° Le cas échéant, l'avis émis par l'État membre de l'Union européenne consulté conformément aux dispositions de l'article L.122-9 du Code de l'Environnement.

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

CARACTÉRISTIQUES DU PROJET DE PLU ET PRÉSENTATION SOMMAIRE DU TERRITOIRE

CADRE GÉNÉRAL DU PROJET

La commune de Bignoux dispose d'un Plan d'Occupation des Sols (POS). Ce document a fait l'objet de deux révisions, n°1 et 1C, approuvées respectivement en dates du 24 Octobre 1996 et du 03 Juillet 2000, et de deux modifications simplifiées, approuvées respectivement en dates du 10 Mai 2004 et du 09 Août 2007.

Par délibération du 20 Juin 2014, le Conseil Municipal de Bignoux a décidé de prescrire la révision du Plan d'Occupation des Sols en un Plan Local d'Urbanisme.

Créé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 Décembre 2000, le Plan Local d'Urbanisme remplace le Plan d'Occupation des Sols en y intégrant notamment un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Destiné aux communes où sont présents des enjeux territoriaux importants, ce document d'urbanisme est ainsi un projet d'aménagement complet. Il permet de maîtriser le développement urbain (localisation des zones constructibles), de le planifier (phasage temporel) et d'en préciser la qualité (dispositions réglementaires).

Le Plan Local d'Urbanisme doit respecter trois grands objectifs de gestion spatiale inscrits dans la Loi SRU :

- › L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé [...] d'une part et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages d'autre part [...]
- › La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural [...]
- › Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux [...]

MOTIVATIONS INITIALES DU PROJET

Les motivations ayant conduit l'équipe municipale à élaborer un Plan Local d'Urbanisme sont les suivantes :

La décision d'élaboration est motivée d'une part du fait de l'obligation faite par la loi dite « ALUR » d'élaborer des Plans Locaux d'Urbanisme en remplacement des Plans d'Occupation des Sols, et de devoir intégrer les dispositions de la Loi dite « Grenelle II ».

Mais aussi, de pouvoir assurer la diversité des fonctions urbaines et rurales, la mixité sociale, la satisfaction des besoins en logements tout en préservant l'environnement dans le respect des objectifs du développement durable.

Extrait de la lettre de consultation des bureaux d'études, Juin 2014

- **Le PLU établi pour la commune de Bignoux vise à définir les modalités d'intervention de la commune à une échéance de 10 ans, tant au niveau de l'habitat que de la préservation de l'environnement.**

CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU TERRITOIRE

Localisation du territoire

Bignoux est une commune de 1 043 habitants au recensement INSEE de 2013, localisée au centre du département de la Vienne.

Elle est limitrophe de la commune de Poitiers, chef-lieu du département. Située légèrement au Sud de la RD 3 (axe Poitiers/La Roche-Posay) et légèrement au Nord de la RD 951 (axe Poitiers/Chauvigny/Le Blanc), la commune est également limitrophe de Lavoux, Liniers, Montamisé et Sèvres-Anxaumont.

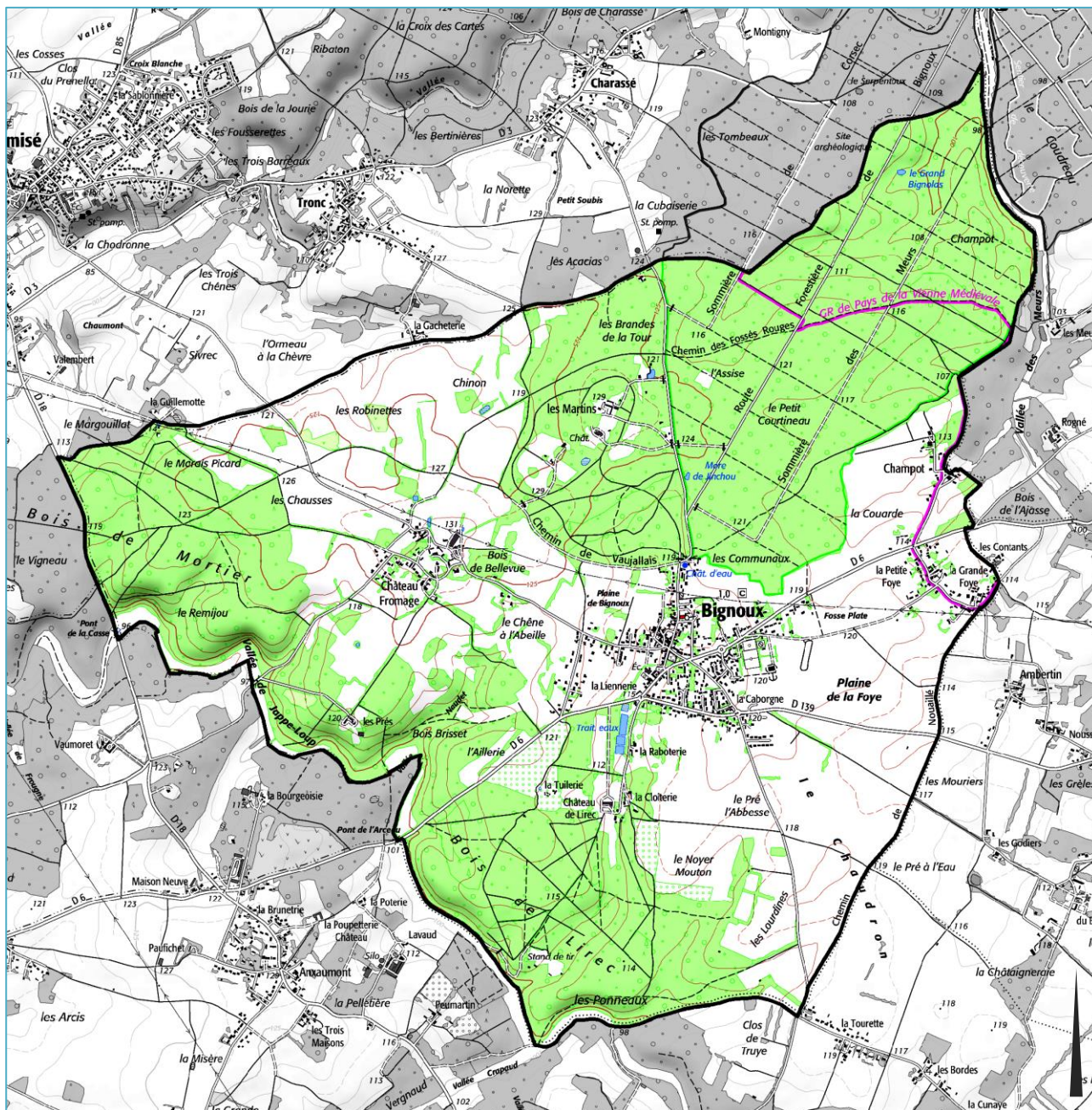
Situation de la commune à l'échelle régionale



Source : SIG PARCOURS, IGN SCAN 1000 – Échelle : 1/750 000

Cartographie du territoire

Le territoire communal est de forme globalement triangulaire et couvre 1 452 hectares. Il est composé à 53% de forêts et milieux semi-naturels, à 43,5 % de territoires agricoles et à 3,5 % de terres artificialisées.¹



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25 – Échelle : 1/30 000

La densité des boisements est assez également répartie sur le territoire communal, en partie Nord (Forêt de Moulière) et en partie Sud (Bois de Lirec, Bois de Mortier). Le Bourg est localisé au centre-Est de la commune et quelques hameaux et lieux-dits sont répartis sur les espaces ouverts, principalement autour des voies de circulation départementales.

¹ Source : Base de données Corine Land Cover 2006.

CONTENU DU DOCUMENT D'URBANISME

Le contenu du document d'urbanisme est conforme à l'article L.151-2 du Code de l'Urbanisme.

Article L.151-2 du Code de l'Urbanisme

Le plan local d'urbanisme comprend :

- 1° Un rapport de présentation ;*
- 2° Un projet d'aménagement et de développement durables ;*
- 3° Des orientations d'aménagement et de programmation ;*
- 4° Un règlement ;*
- 5° Des annexes.*

Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. Ces documents graphiques peuvent contenir des indications relatives au relief des espaces auxquels il s'applique.

RÉSUMÉ DU PROJET COMMUNAL

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables a été élaboré à l'issue de l'analyse de l'état initial, qui a permis de définir l'ensemble des enjeux socio-économiques, urbanistiques et environnementaux. Il exprime de façon synthétique le projet communal sur lequel la commune souhaite s'engager.

Le projet de Bignoux est fondé sur les orientations suivantes :

- 1. Protéger la ressource en eau**
- 2. Protéger les éléments-supports de la biodiversité**
- 3. Préserver le cadre de vie rural et les paysages**
- 4. Rechercher la sobriété énergétique**
- 5. Maintenir la vitalité démographique**
- 6. Favoriser la diversité sociale, la mixité des usages et un « vivre-ensemble » de qualité**
- 7. Pérenniser la qualité des services**
- 8. Préserver les outils de productions agricoles et sylvicoles**
- 9. Favoriser le développement économique local**

COMPATIBILITÉ AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

OBLIGATIONS DE COMPATIBILITÉ ET DE PRISE EN COMPTE DES PLANS LOCAUX D'URBANISME (RAPPEL RÉGLEMENTAIRE)

Article L.131-4 du Code de l'Urbanisme

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

- 1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L.141-1 ;*
- 2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la Loi n° 83-8 du 7 Janvier 1983 ;*
- 3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L.1214-1 du Code des Transports ;*
- 4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L.302-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;*
- 5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aérodromes conformément à l'article L.112-4.*

Article L.131-5 du Code de l'Urbanisme

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L.229-26 du Code de l'Environnement.

Article L.131-7 du Code de l'Urbanisme

En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales sont compatibles, s'il y a lieu, avec les documents énumérés aux 1° à 10° de l'article L.131-1 et prennent en compte les documents énumérés à l'article L.131-2.

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, ces derniers sont, si nécessaire, rendus compatibles ou les prennent en compte dans un délai de trois ans.

OBLIGATIONS DE COMPATIBILITÉ ET DE PRISE EN COMPTE DES PLANS LOCAUX D'URBANISME EN L'ABSENCE DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE APPROUVÉ

Article L.131-1 du Code de l'Urbanisme

Les schémas de cohérence territoriale sont compatibles avec :

- 1° Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne prévues aux chapitres I et II du titre II ou les modalités d'application de ces dispositions particulières lorsqu'elles ont été précisées pour le territoire concerné par une directive territoriale d'aménagement prévue par l'article L.172-1 ;*
- 2° Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L.4251-3 du Code Général des Collectivités Territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;*
- 3° Le schéma directeur de la région d'Île-de-France prévu à l'article L.123-1 ;*
- 4° Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'article L.4433-7 du code général des collectivités territoriales ;*
- 5° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L.4424-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- 6° Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L.333-1 du Code de l'Environnement ;*
- 7° Les chartes des parcs nationaux prévues à l'article L.331-3 du code de l'environnement ;*
- 8° Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L.212-1 du Code de l'Environnement ;*
- 9° Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L.212-3 du Code de l'Environnement ;*

*10° Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L.566-7 du Code de l'Environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L.566-7 ;
[...]*

Article L.131-2 du Code de l'Urbanisme

Les schémas de cohérence territoriale prennent en compte :

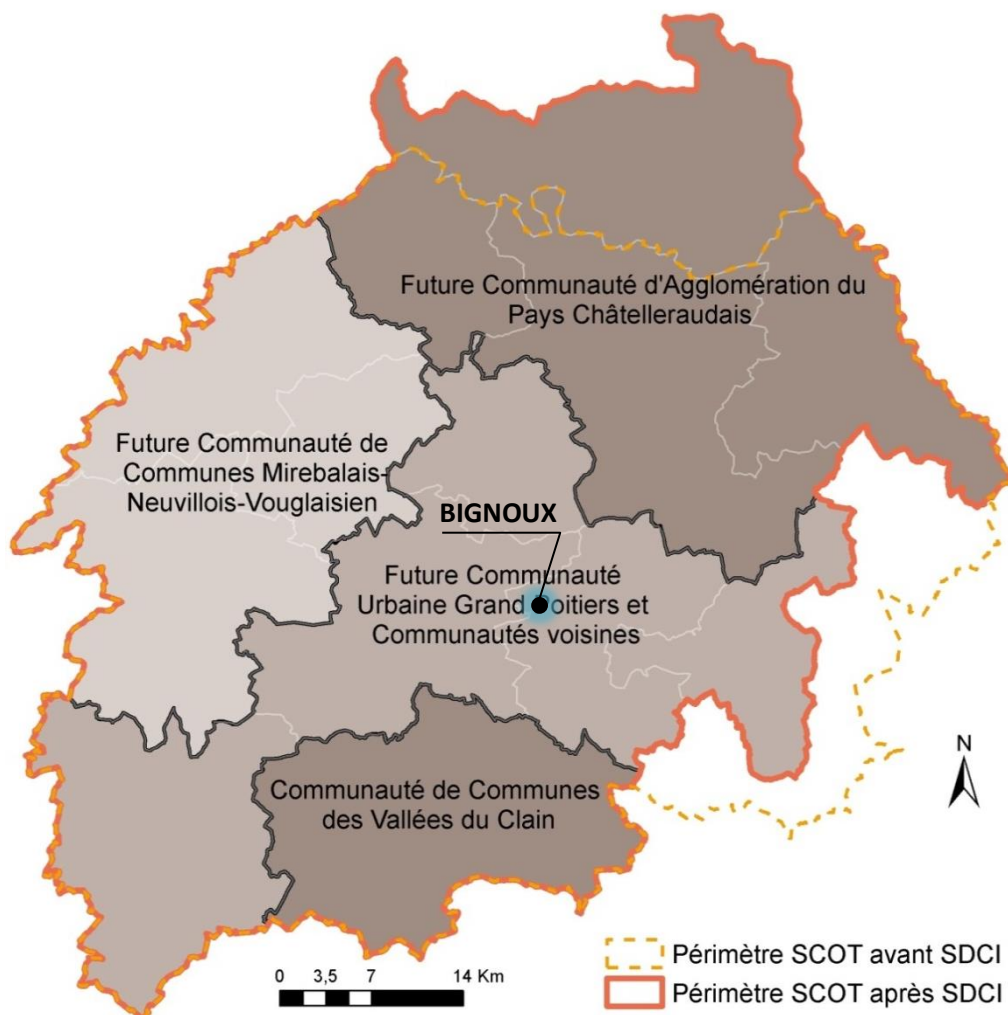
- 1° Les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L.4251-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- 2° Les schémas régionaux de cohérence écologique prévus à l'article L.371-3 du code de l'environnement ;*
- 3° Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine prévus à l'article L.923-1-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime ;*
- 4° Les programmes d'équipement de l'État, des collectivités territoriales et des établissements et services publics ;*
- 5° Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L.515-3 du Code de l'Environnement.*

■ **En l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale approuvé, la prise en compte des plans et programmes détaillés aux articles L.131-1 et L.131-2 du Code de l'Urbanisme est décrite ci-après.**

LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCoT) DU SEUIL DU POITOU

Contexte territorial et institutionnel

La commune de Bignoux est incluse dans le périmètre arrêté du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Seuil du Poitou, animé par le Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Seuil du Poitou (SMASP). Le périmètre de ce SCoT a été publié par Arrêté Préfectoral en date du 22 Août 2008 (Arrêté n°2008-ATDL-SCOT-1).



Source : SMASP, Mars 2016

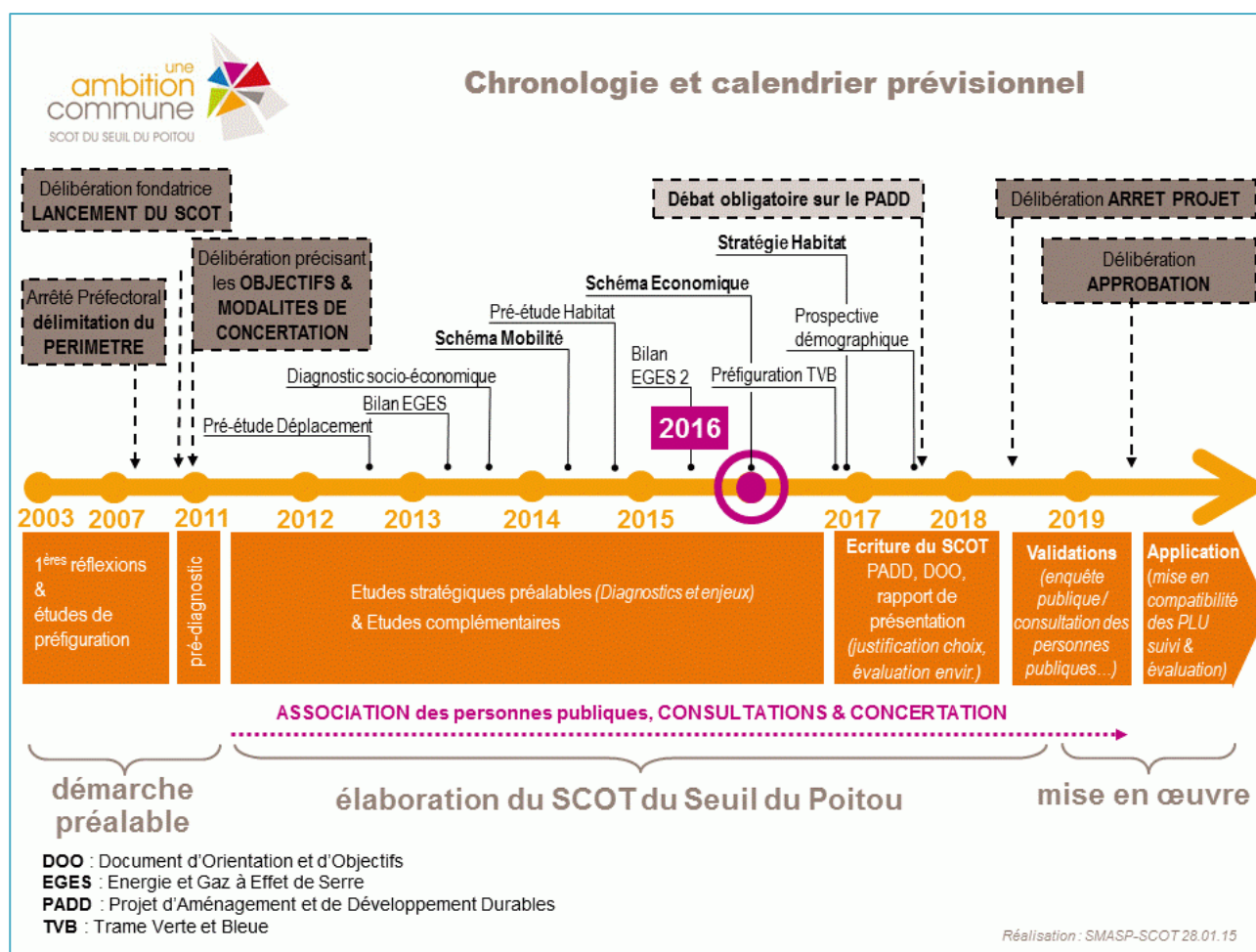
La modification du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) en Mars 2016 a entraîné une modification du périmètre du SCoT à compter de Janvier 2017 afin de tenir compte des nouvelles intercommunalités. Le SCoT couvre les agglomérations de Poitiers et Châtelleraut et, désormais, un total de 140 communes et 340 000 habitants (chiffres 2013).

Après une phase de pré-diagnostic (2011/2012), le diagnostic territorial du SCoT est en cours de réalisation (période 2012/2017), comme indiqué sur le calendrier prévisionnel suivant.

Un schéma de mobilités a été validé en 2014 et un schéma de développement et d'aménagement économique finalisé en Novembre 2015. La stratégie habitat est en cours de construction.

Parallèlement, des études complémentaires sont conduites sur les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre, sur l'état de la biodiversité et les dynamiques d'évolution associées, ou encore sur les tendances et évolutions démographiques à venir.

Calendrier prévisionnel d'élaboration du SCOT des aires urbaines de Poitiers et Châtelleraut



Source : Site internet du SMASP

Au moment de l'élaboration du PLU, seuls les grands enjeux émergents du SCOT définis lors de la phase de pré-diagnostic, sont connus. Ceux-ci s'articulent autour de trois axes :

- › Axe 1 : Comment développer l'attractivité et la compétitivité du territoire ? (pilier économique)
- › Axe 2 : Comment faire face aux défis environnementaux et énergétiques ? (pilier environnemental)
- › Axe 3 : Comment améliorer la qualité de vie en faisant jouer la solidarité territoriale ? (pilier social)

Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme avec les premiers enjeux du SCOT

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les enjeux du SCOT du seuil du Poitou. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

ENJEUX DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU SEUIL DU POITOU	RÉPONSE À CES ENJEUX DANS LE PLAN LOCAL D'URBANISME
Positionner le territoire du SCOT dans le Grand Ouest Atlantique.	SANS OBJET
Saisir l'opportunité de la croissance démographique.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°5 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Maintenir la vitalité démographique ».

ENJEUX DU SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU SEUIL DU POITOU	RÉPONSE À CES ENJEUX DANS LE PLAN LOCAL D'URBANISME
Construire une stratégie de développement économique dans une approche intégrée, au service de l'attractivité du territoire et de la qualité de vie des habitants.	SANS OBJET
Économiser l'espace et limiter l'artificialisation des sols.	Un nombre limité de sites est défini comme constructible au PLU. Les espaces dédiés à l'urbanisation sont essentiellement localisés au sein de l'enveloppe bâtie du Bourg.
Préserver les ressources naturelles et les paysages.	Ces enjeux sont traités à travers les orientations n°2 et n°3 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Préserver les éléments-support de la biodiversité » et « Préserver le cadre de vie rural et les paysages ».
Limiter les risques et nuisances.	Le PLU intègre un diagnostic des risques et les secteurs définis comme constructibles en tiennent compte.
Favoriser l'adaptation du territoire aux changements climatiques et à la nouvelle donne énergétique.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°5 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Rechercher la sobriété énergétique ».
Adapter l'offre de logements aux besoins et répartir cette offre sur le territoire de manière à faciliter l'accès des habitants aux emplois et aux services.	SANS OBJET
Permettre la mobilité de tous et limiter les nuisances liées à l'automobile en articulant développement urbain et réseaux de transport collectif.	Les secteurs constructibles pour l'habitat sont majoritairement situés à moins de 500 mètres d'un point d'accès au réseau de transports en commun et d'une aire de covoiturage.
Permettre un accès facilité de tous aux services et équipements de proximité en assurant un maillage régulier du territoire en pôles de services.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°7 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Pérenniser la qualité des services ».
S'organiser pour bénéficier des retombées économiques du développement de la locomotive régionale.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°9 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Favoriser le développement économique local ».

LE SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) LOIRE-BRETAGNE

Contexte territorial et institutionnel

La commune de Bignoux est concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, approuvé par Arrêté Préfectoral du 18 Novembre 2015.

Les SDAGE en France



Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme avec les orientations du SDAGE

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les orientations du SDAGE Loire-Bretagne. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante :

ORIENTATIONS DU SDAGE LOIRE-BRETAGNE	PRISE EN COMPTE DE CES ORIENTATIONS DANS LE PLAN LOCAL D'URBANISME
Repenser les aménagements de cours d'eau	Aucun cours d'eau permanent n'est présent sur la commune.
Réduire la pollution par les nitrates	Hors champ réglementaire du PLU.
Réduire la pollution organique	Les ouvrages de traitement des eaux usées sont suffisamment dimensionnés et fonctionnels pour traiter les effluents supplémentaires produits par l'augmentation de la population.
Maîtriser la pollution par les pesticides	Hors champ réglementaire du PLU.
Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses	Les orientations d'aménagement des secteurs à urbaniser comportent des prescriptions en matière de gestion des eaux pluviales : collecte, épuration et infiltration. Ces dispositions éviteront le déversement direct d'eaux noires de voiries dans les cours d'eau.

ORIENTATIONS DU SDAGE LOIRE-BRETAGNE	PRISE EN COMPTE DE CES ORIENTATIONS DANS LE PLAN LOCAL D'URBANISME
Protéger la santé en protégeant l'environnement	L'objectif de protection de l'environnement est une des grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.
Maîtriser les prélèvements d'eau	Hors champ réglementaire du PLU.
Préserver les zones humides et la biodiversité	Les réservoirs de biodiversité et corridors écologiques sont localisés sur le zonage du PLU et protégés. L'étude de prélocalisation des zones humides réalisée par la DREAL a servi de cadrage au projet d'urbanisme. Aucun secteur de développement n'est localisé en zone humide.
Rouvrir les rivières aux poissons migrateurs	Hors champ réglementaire du PLU.
Préserver le littoral	Sans objet sur la commune.
Préserver les têtes de bassin versant	Sans objet sur la commune.
Réduire le risque d'inondation par les cours d'eau	Sans objet sur la commune.
Renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques	Hors champ réglementaire du PLU.
Mettre en place des outils réglementaires et financiers	Hors champ réglementaire du PLU.
Informier, sensibiliser, favoriser les échanges	Les informations relatives à la gestion des eaux et contenues dans le PLU sont mises à la disposition du public.

LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) DU CLAIN

Contexte territorial et institutionnel

La commune de Bignoux est située en totalité sur le bassin versant du Clain. Un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux est en cours d'élaboration. Les acteurs de l'eau délibérant sur le contenu du SAGE du Clain sont représentés depuis 2010 au sein de la Commission Locale de l'Eau (CLE), regroupant des élus, des usagers, les services de l'État.

Le Clain, dans le périmètre arrêté par le SAGE en 2009, draine un bassin versant de 2 882 km². Le SAGE a pour objet de fixer des conditions d'utilisation, de mise en valeur, de reconquête ou de préservation des ressources en eau superficielles et souterraines, des écosystèmes aquatiques et des zones humides. Une prélocalisation des zones humides à l'échelle du SAGE est par ailleurs en cours.

L'état initial du SAGE a été validé le 29 Juin 2011 et le diagnostic validé le 12 Novembre 2012. L'élaboration d'une stratégie et la rédaction des prescriptions du SAGE est en cours. Les scénarii alternatifs ont été validés le 7 Septembre 2016.



Compatibilité du PLU avec les orientations du sage du Clain

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les enjeux du SAGE du Clain. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

Enjeux connus du SAGE Clain	Pistes d'action	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
Sécurisation de l'approvisionnement en eau potable	Définir les modalités de gestion de l'infra-Toarcien, diversifier les ressources	L'ensemble des zones constructibles au PLU est soumise à assainissement collectif.
Réduction de la pollution par les nitrates et les pesticides	Établir un plan de réduction de l'usage des pesticides, limiter l'impact des eaux de drainage.	Hors champ réglementaire du PLU.
Partage de la ressource et atteinte de l'équilibre entre besoins et ressources	Économiser l'eau dans tous les usages	Hors champ réglementaire du PLU.
Réduction de la pollution organique	Améliorer le fonctionnement des stations d'épuration et des réseaux, résorber les points noirs de l'assainissement non collectif.	La conformité de l'équipement épuratoire aux réglementations en vigueur est attestée en 2015.
Maîtrise de la pollution par les substances dangereuses	Réduire l'impact des rejets d'eaux pluviales en zones urbaines	Les orientations d'aménagement des secteurs à urbaniser comportent des prescriptions en matière de gestion des eaux pluviales : collecte, épuration et infiltration. Ces dispositions éviteront le déversement direct d'eaux noires de voiries dans les cours d'eau.
Réduction de l'aléa inondation et de la vulnérabilité des biens et des personnes	Limiter l'imperméabilisation, préserver et restaurer les zones d'expansion de crues	Sans objet sur la commune.
Restauration de la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau	Restaurer la continuité écologique, restaurer la qualité hydromorphologique des rivières.	Aucun cours d'eau permanent n'est présent sur la commune.
Restauration, préservation et gestion des zones humides et des têtes de bassin versant pour maintenir leurs fonctionnalités	Inventorier les zones humides, les préserver et les gérer.	Les zones humides prélocalisées par la DREAL Poitou-Charentes dont l'objet d'un classement protecteur en zone « N ».
Réduction de l'impact des plans d'eau, notamment en tête de bassin versant		Les têtes de bassin versant et les vallons sont classés en zone naturelle, où l'aménagement de plans d'eau est interdit.
Pérennisation du portage du SAGE, coordination et appui à la mise en œuvre des actions du SAGE	Faire émerger et/ou pérenniser les maîtrises d'ouvrages, accompagner techniquement et économiquement les acteurs	Hors champ réglementaire du PLU.

Enjeux connus du SAGE Clain	Pistes d'action	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
Sensibilisation et information des acteurs de l'eau et des citoyens		Les informations relatives à la gestion des eaux et contenues dans le PLU sont mises à la disposition du public.
Maîtrise des coûts de la gestion de l'eau		Hors champ réglementaire du PLU.

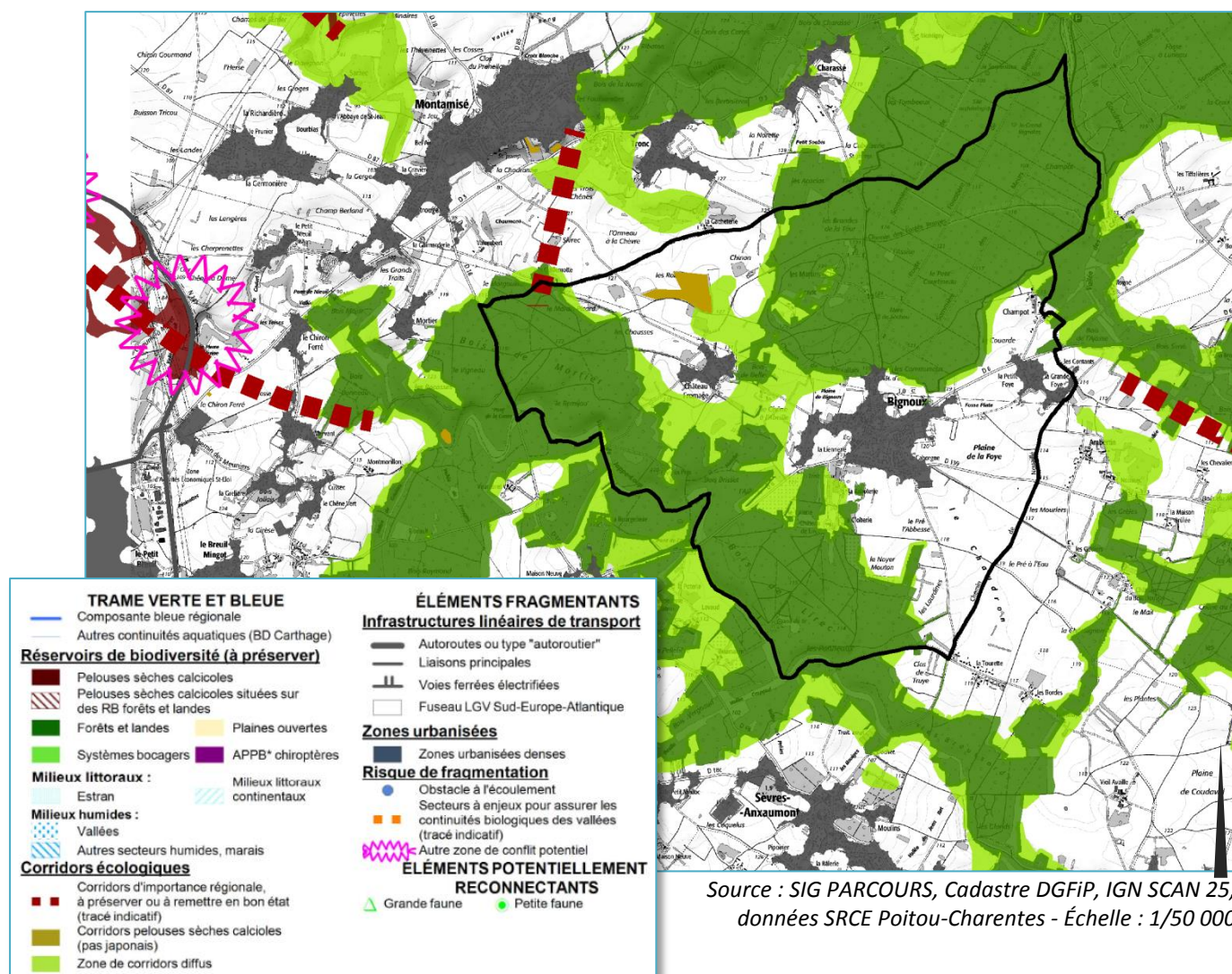
LE SCHÉMA RÉGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE (SRCE) POITOU-CHARENTES

Contexte territorial et institutionnel

En l'attente d'une refonte du SRCE de la région Nouvelle Aquitaine, le territoire de Bignoux est concerné par le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes.

Le Préfet de Région Poitou-Charentes et le Président du Conseil Régional ont arrêté conjointement le projet de Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes le 7 Novembre 2014. Celui-ci a été approuvé par le Préfet de Région le 3 Novembre 2015.

Le contexte environnemental : le réseau écologique régional



Compatibilité du PLU avec les orientations du SRCE

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les orientations du Schéma Régional de cohérence Écologique de Poitou-Charentes. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante :

ORIENTATIONS DU SRCE POITOU-CHARENTES	PRISE EN COMPTE DE CES ORIENTATIONS DANS LE PLAN LOCAL D'URBANISME
Améliorer, organiser et capitaliser les connaissances sur les milieux naturels, les espèces et les continuités écologiques.	L'orientation n°1 du PADD a pour objectif de mieux connaître l'environnement pour mieux le protéger.
Sensibiliser et former pour prendre en compte les continuités écologiques.	L'état initial de l'environnement a permis d'apporter des connaissances supplémentaires sur les milieux naturels. L'élaboration du PLU a constitué l'opportunité de préciser les continuités écologiques régionales et de délimiter les continuités écologiques locales.
Préserver les bocages et les espaces agricoles favorables à la biodiversité.	Le PLU met en place des outils de préservation des espaces bocagers : 11,0 kilomètres de haies sont inscrites en tant qu'éléments de paysage à protéger.
Préserver les espaces forestiers et de landes.	Le PLU met en place des outils de préservation des espaces forestiers : 730,5 ha sont inscrits en espaces boisés classés (intégralité des boisements communaux).
Préserver les pelouses sèches.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver les milieux à enjeux pour les chiroptères et les connexions aériennes.	Les espaces intéressants pour la conservation des oiseaux sont classés en zone naturelle.
Restaurer la connectivité des milieux à enjeux terrestres.	Les réservoirs de biodiversité situés à l'interface des corridors écologiques d'importance régionale sont classés en zone naturelle.
Préserver le littoral.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver les zones humides du littoral	Sans enjeux sur la commune.
Préserver les milieux humides et aquatiques.	Le PLU met en place des outils de préservation des milieux humides et aquatiques : 26 mares sont inscrites en tant qu'éléments de paysage à protéger et toutes les zones humides prélocalisées (Vallée de Jappe-Loup) sont classées en zone naturelle.
Restaurer la continuité des milieux aquatiques.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver et restaurer les connexions entre les milieux aquatiques et terrestres.	Sans enjeux sur la commune.
Améliorer la transparence des infrastructures et des ouvrages, équipements et projet d'aménagement vis à vis de la Trame Verte et Bleue.	Sans enjeux sur la commune.
Lutter contre les nuisances altérant le fonctionnement des écosystèmes.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver la nature dans les villes, les bourgs et les villages.	Le Bourg bénéficie d'un « écrin vert » à travers le classement des abords en zone naturelle.
Assurer la connectivité des milieux dans les zones urbaines, périurbaines et rurales.	Sans enjeux sur la commune.

LES PLANS CLIMAT-ÉNERGIE TERRITORIAUX (PCET)

Cadre juridique

La région Poitou-Charentes, les départements, les communautés d'agglomération ainsi que les communes et les communautés de communes de plus de 50 000 habitants doivent adopter un plan climat-énergie territorial (PCET) avant le 31 Décembre 2012.

Ces documents sont un nouvel élément de planification territoriale puisqu'ils constituent les plans d'action du Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) avec lequel ils doivent être compatibles et sont ensuite pris en compte dans les documents d'urbanisme. Ils comprennent un bilan des émissions de gaz à effet de serre et définissent des objectifs stratégiques et opérationnels tant sur l'atténuation que l'adaptation au changement climatique, un plan d'action couvrant l'ensemble du périmètre de compétence de la collectivité ainsi qu'un dispositif de suivi et d'évaluation.

Les PCET doivent respecter les dispositions fixées par les articles R.229-45 et suivants du Code de l'Environnement. Ils permettent l'émergence d'un projet territorial qui vise à :

- › Améliorer l'efficacité énergétique,
- › Augmenter la production d'énergie renouvelable,
- › Réduire l'impact des activités en matière d'émissions de gaz à effet de serre,
- › Réduire la vulnérabilité du territoire : prise en compte des évolutions climatiques dans les décisions de long terme (urbanisme, conception et exploitation d'infrastructures, gestion des risques).

En l'attente d'une refonte du PCET de la région Nouvelle Aquitaine, le territoire de Bignoux est concerné par les PCET du Conseil Régional Poitou-Charentes et du Conseil Départemental de la Vienne.

Contexte territorial

- **Le PCET 2012/2017 du Conseil Régional Poitou-Charentes**

Le PCET 2012/2017 du Conseil Régional Poitou-Charentes a été approuvé le 17 Décembre 2012.

Il définit 48 actions à mener à l'horizon de 2017, réunies autour de 3 grands types d'actions :

I – Actions de l'institution régionale

1. Mettre en place un Budget Carbone pour mieux contrôler l'impact environnemental des actions régionales.
2. Renforcement le plan de déplacement des agents domicile-travail pour favoriser l'éco-mobilité.
3. Développer l'éco-mobilité dans le parc de véhicules de la Région Poitou-Charentes.
4. Maîtriser les consommations d'énergie dans les lycées.
5. Poursuivre la dynamique engagée par les travaux récents et programmes de rénovation en cours au niveau de la Maison de la Région.
6. Amplifier l'utilisation des clauses environnementales dans les marchés publics.
7. Participer au Réseau Grand Ouest « Commande publique et développement durable » pour améliorer l'intégration des critères du développement durable dans les marchés publics.
8. Promouvoir les circuits courts en restauration collective des lycées pour une alimentation à faible impact carbone.

II – Actions en matière d’atténuation d’émissions des gaz à effet de serre

9. Poursuivre la mise en œuvre du Schéma de formation et d’éducation à l’environnement pour faire évoluer les comportements.
10. Poursuivre la mise en place du Plan régional pour la qualité de l’air, ATMO Poitou-Charentes.
11. Poursuivre les actions d’information sur l’énergie.
12. S’appuyer sur le Schéma Régional de la Mobilité Durable pour développer l’éco-mobilité.
13. Amplifier l’usage des transports collectifs de voyageurs, dont le TER.
14. Favoriser l’usage du ferroviaire pour le transport des marchandises.
15. Promouvoir l’usage du vélo pour différents types de déplacements.
16. Développer la mobilité individuelle durable.
17. Lutter contre l’étalement urbain et l’artificialisation des sols et promouvoir un urbanisme de la proximité et des déplacements doux.
18. Réhabiliter énergétiquement le parc social existant.
19. Produire des logements neufs très performants « Effinergie + ».
20. Lutter contre la précarité énergétique avec le programme « 10 000 toitures ».
21. Maîtriser les consommations d’énergie dans les bâtiments publics.
22. Accompagner technologiquement et former les professionnels de la construction aux évolutions induites par le changement climatique.
23. Conduire les appels à projet suscités par l’Agence Régionale de l’Innovation en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique.
24. Développer la filière « carbone renouvelable ».
25. Aider la Recherche publique et les transferts technologiques pour l’Excellence environnementale et les Éco-industries.
26. Développer les démarches éco-responsables (management, écolabel, RSE, éco-produits, éco-procédés, circuits courts...) ainsi que la Responsabilité Sociétale des Entreprises et des Organisations (RSE, RSO).
27. Étendre le Contrat de mutation écologique et l’engagement des réseaux d’entreprises.
28. Poursuivre le développement du Pôle des Éco-Industries de Poitou-Charentes.
29. Promouvoir un tourisme éco-responsable.
30. Faire monter en puissance le Plan régional Énergies Renouvelables 2020.
31. Développer les énergies issues de la biomasse.
32. Valoriser les gisements en énergie éolienne.
33. Implanter les énergies solaires dans les territoires.
34. Exploiter les énergies marines.
35. Soutenir les projets durables des partenaires sur le territoire régional par la politique contractuelle de la Région (CRDD et FRIL).
36. Utiliser le levier des Contrat Locaux Initiative Climat pour mobiliser les partenaires du territoire régional.
37. Mettre en place le Programme éclairage public.

III – Actions en matière d’adaptation au changement climatique

38. Favoriser l’Agriculture Biologique et l’agriculture durable.
39. Encourager les cultures marines durables.
40. Mobilier le potentiel forestier régional.
41. Développer les jardins potagers collectifs.
42. Améliorer la qualité de la ressource en eau.
43. Économiser la ressource en eau.
44. Poursuivre la mise en œuvre du Plan régional biodiversité 2010/2015.
45. Enrichir les Trames Verte et Bleue.
46. Poursuivre le Plan de reconquête des paysages régionaux.
47. Protéger le littoral et prévenir les risques de submersion.
48. L’Observatoire Régional de l’Énergie et des Gaz à Effet de Serre (OREGES).

- **Le PCET 2009/2014 du Conseil Départemental de la Vienne**

Le PCET 2009/2014 du Conseil Départemental de la Vienne définissait 30 actions à mener, réunies autour de 5 grands types d'actions :

I – Diagnostic et évaluation

1. Diagnostic : inventaire des émissions de gaz à effet de serre des services et sur l'ensemble du territoire départemental.
2. Suivi de l'état de l'environnement et évaluation des actions par les observatoires régionaux de l'ADEME.

II – Fonctionnement du Conseil Départemental

3. Commande publique éco-responsable.
4. Constructions départementales.
5. Réduction et valorisation des déchets des services et des archives éliminables.
6. Diminution des émissions de CO₂ de la flotte de véhicules.
7. Plan d'éco-mobilité.
8. Maîtrise de la demande énergétique au travers du fonctionnement quotidien des agents.
9. Boisements et protection de l'environnement.

III – Compétences obligatoires du Conseil Départemental

10. Maîtrise de la demande énergétique et développement des énergies renouvelables dans les collèges.
11. Valorisation des produits agricoles locaux dans les cantines des collèges.
12. Réduction et valorisation des déchets des collèges.
13. Transports scolaires et interurbains.
14. Valorisation du produit de l'entretien des haies en bord de routes départementales.
15. Mise en œuvre du Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés.

IV – Compétences optionnelles ou effet de levier du Conseil Départemental

16. Expérimentation pour la maîtrise et la réduction de la consommation d'énergie dans le parc public existant d'habitat social.
17. Maîtrise et réduction de la consommation d'énergie dans le parc privé existant d'habitat.
18. Maîtrise et réduction de la consommation d'énergie dans le parc public neuf d'habitat social.
19. Diffusion de lampes basse consommation dans les foyers à faibles revenus.
20. Conditionnalité des aides aux communes en fonction de leur incidence énergétique.
21. Sensibilisation à l'aménagement et l'urbanisme durable.
22. Guide pratique pour des zones de développement de l'éolien en Vienne.
23. Viennopôles.
24. Aides pour les véhicules propres.
25. Développement d'une filière bois énergie en Vienne.
26. Valorisation des produits d'origine agricole dans l'éco-habitat.
27. Participation à la plateforme régionale de co-voiturage.
28. Soutien au pôle de compétitivité MTA.

V – Sensibilisation et communication

29. Sensibilisation des habitants de la Vienne à la lutte contre le changement climatique.
30. Communication et valorisation du programme d'actions.

LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

Le plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne

La gestion du risque d'inondation sur la commune et la prise en compte du PGRI du bassin Loire-Bretagne sont abordées au chapitre « l'exposition de la population aux risques » en volume 1 du présent rapport.

Le schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM)

La commune de Bignoux n'est pas concernée un Schéma de Mise en Valeur de la Mer.

Le plan de Déplacements urbains (PDU)

La commune de Bignoux n'est pas située dans le périmètre d'un Plan de Déplacements Urbains.

Le programme Local de l'Habitat (PLH)

La commune de Bignoux n'est pas située dans le périmètre d'un Plan Local de l'Habitat.

Les dispositions relatives aux zones de bruit des aérodromes

La commune de Bignoux n'est pas concernée par les dispositions relatives aux zones de bruit (Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport de Poitiers-Biard).

Dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne

La commune de Bignoux n'est pas concernée par les dispositions relevant d'une Directive Territoriale d'Aménagement.

Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)

La Loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), publiée au Journal Officiel du 8 Août 2015, introduit le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Ce document est la fusion des plans et schémas suivants :

- › Schéma Régional « Climat, Air, Énergie » (SRCAE).
- › Schéma Régional Transport Intermodalité (SRTI).
- › Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le SRADDET Nouvelle Aquitaine n'a pas encore été élaboré.

Charte de Parc Naturel Régional, Charte de Parc National

La commune de Bignoux n'est pas incluse dans un périmètre de Parc National ou de Parc Naturel Régional.

Schéma Régional de Développement de l'Aquaculture Marine (SRDAM)

La commune de Bignoux n'est pas concernée par les dispositions relevant d'un Schéma Régional de Développement de l'Aquaculture Marine.

Programmes d'équipement de l'État, des collectivités territoriales et des établissements et services publics

Il n'y a pas de programme d'équipement de l'état, des collectivités territoriales et des établissements et services publics en cours sur la commune de Bignoux.

Schéma Régional des Carrières

La commune de Bignoux n'est pas concernée en l'absence de carrière sur le territoire.

2. ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

LA COMMUNE DANS LA TRAME VERTE ET BLEUE RÉGIONALE

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique de Poitou-Charentes (SRCE)

- **État d'avancement du schéma**

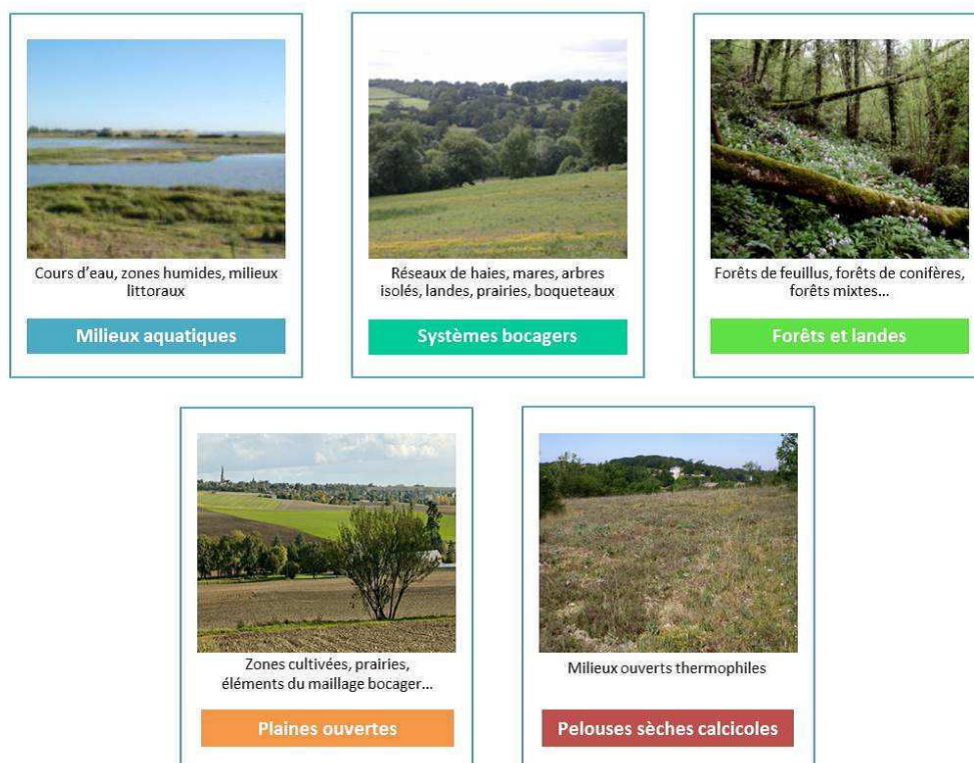
En l'attente d'une refonte du SRCE dans le cadre de la région Nouvelle Aquitaine, le territoire de Bignoux est concerné par le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes.

Le Préfet de Région Poitou-Charentes et le Président du Conseil Régional ont arrêté conjointement le projet de Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes le 7 Novembre 2014. Afin de recueillir leur avis sur ce projet, en application de l'article R.371-32 du Code de l'Environnement, la consultation officielle des collectivités a été organisée du 20 Novembre 2014 au 20 Février 2015.

L'enquête publique s'est déroulée du 20 Mai au 23 Juin 2015 inclus. La commission d'enquête publique a rendu, le 23 Juillet 2015, un avis favorable à l'unanimité sur le Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes. Celui-ci a été approuvé par le Préfet de Région le 3 Novembre 2015.

- **Les sous-trames**

En Poitou-Charentes, cinq sous-trames ont été retenues afin de mieux identifier le réseau écologique régional. Elles sont représentatives des entités paysagères régionales et se rattachent aux grandes continuités nationales.



Sur un territoire donné, une sous-trame représente l'ensemble des espaces composés par un même type de milieu et le réseau que constituent ces espaces plus ou moins connectés. Ils sont composés de réservoirs de biodiversité, de corridors et autres espaces fréquentés régulièrement par les espèces typiques des espaces considérés.

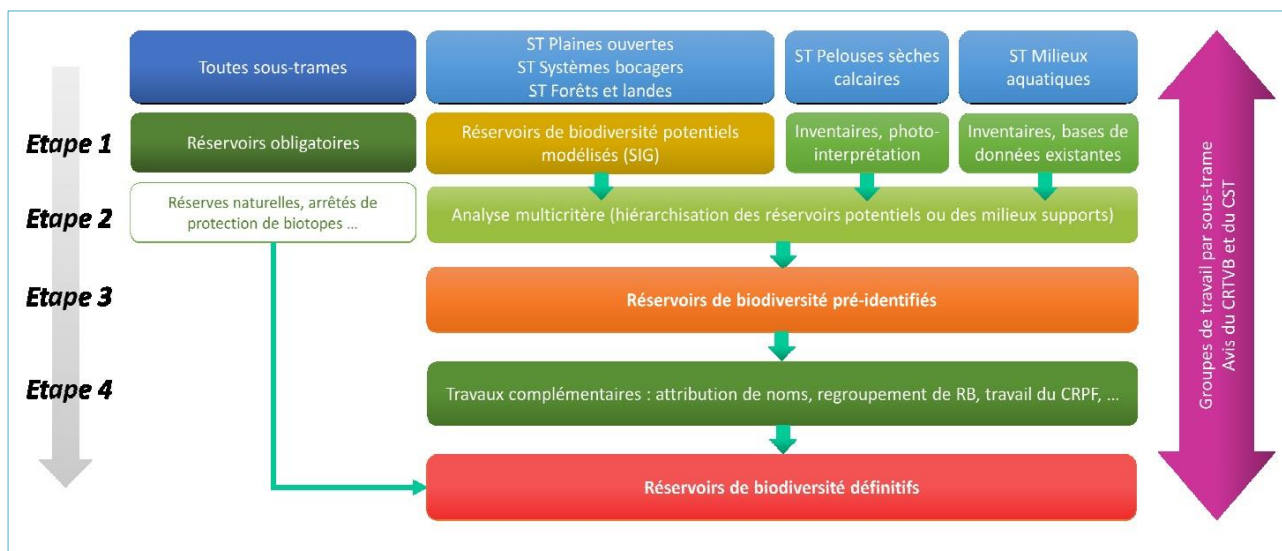
• Les réservoirs de biodiversité

Basée sur l'analyse de l'occupation du sol et complétée par la prise en compte de la localisation des espèces, la méthodologie mise en œuvre pour identifier les réservoirs de biodiversité à l'échelle régionale vise l'identification objective, homogène et standardisée du réseau écologique du territoire.

Les réservoirs de biodiversité de la région Poitou-Charentes ont été identifiés de manière différente selon les sous-trames :

- › Modélisation et analyse multicritères pour les systèmes bocagers, plaines ouvertes et forêts et landes.
- › Recueil de données disponibles (inventaires, photo-interprétation, zonages existants...) et analyse multicritères pour les Pelouses sèches calcicoles et les milieux aquatiques.

Méthode d'identification des réservoirs de biodiversité



Source : Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes, résumé non technique

Les résultats obtenus ont ensuite été ajustés en groupes de travail.

• Les corridors écologiques

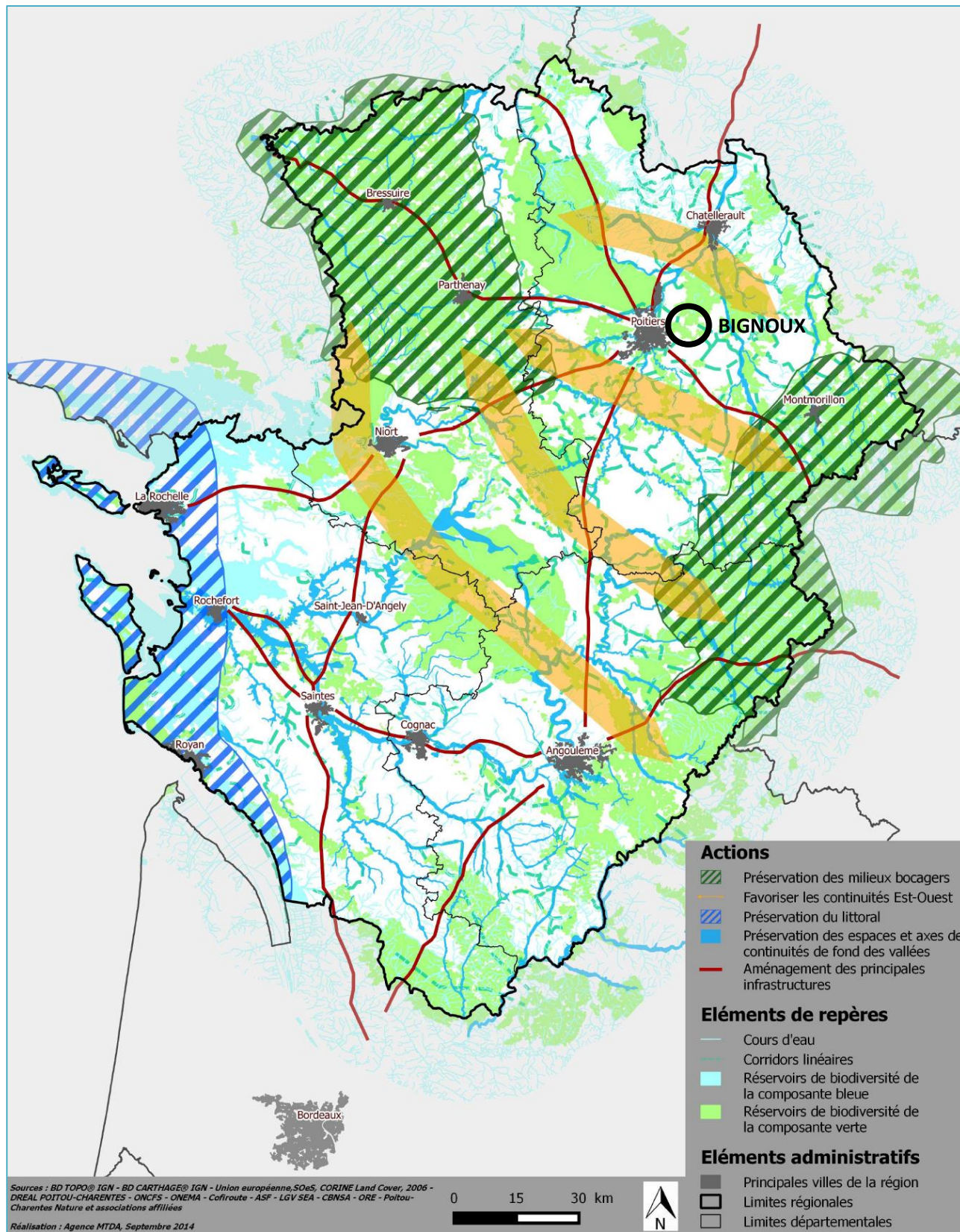
Après identification des réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques, couloirs empruntés par la faune et la flore pour se déplacer entre les réservoirs, ont été mis en évidence. Au final, trois types de corridors ont été représentés en Poitou-Charentes :

- › Les corridors linéaires, obtenus par la méthode du chemin de moindre coût, qui relient des groupes de réservoirs de biodiversité en eux.
- › Les zones de corridors diffus, qui sont les zones favorables au déplacement des espèces entre réservoirs de biodiversité. Les corridors diffus et les chemins de moindre coût sont « multi-trames ». Les corridors identifiés s'affranchissent donc de la notion de sous-trame.
- › Les corridors en pas japonais, qui ne concernent que la sous-trame « Pelouses sèches calcicoles ».

Enjeux écologiques identifiés sur la commune

Les données publiées dans ce document permettent de mettre en exergue les enjeux écologiques que porte ce territoire, à savoir la nécessité de maintenir et même de favoriser les continuités écologiques Est et Ouest entre les espaces bocagers du Montmorillonnais et ceux de la Gâtine.

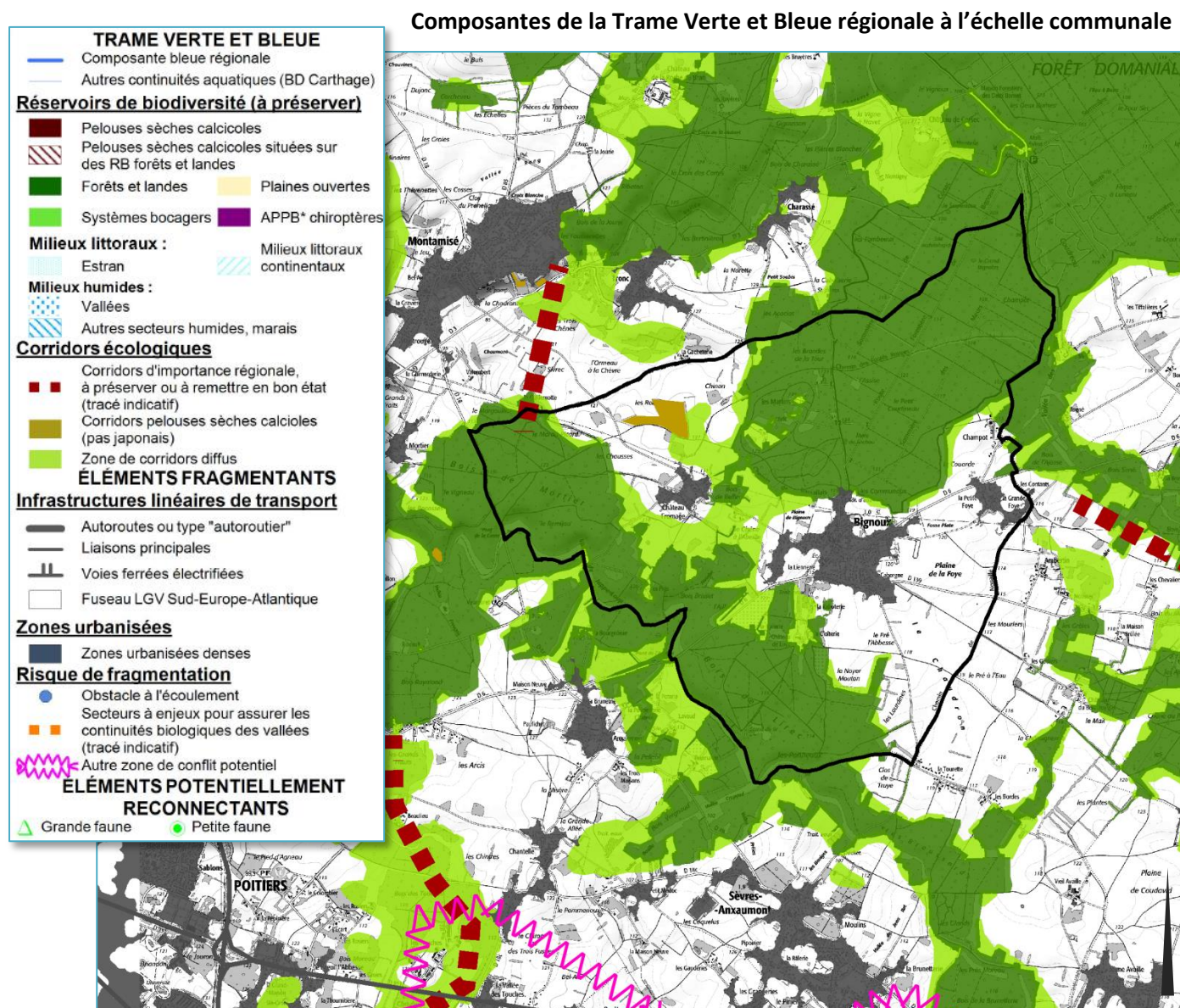
Actions prioritaires inscrites au Plan d'Actions Stratégiques du SRCE Poitou-Charentes



La carte ci-avant, issue du Schéma Régional de Cohérence Écologique, rend compte de cette exigence réglementaire régionale à laquelle le PLU doit répondre dans une logique de compatibilité.

La carte suivante, à plus grande échelle, spécifie pour le territoire de Bignoux, les composantes de la Trame Verte et Bleue jugées essentielles, à savoir :

- › Les réservoirs de biodiversité de la sous-trame « Forêts et landes » que représentent la Forêt de Moulière (au Nord) et l'unité Bois de Mortier / Bois de Lirec (au Sud).
- › Les corridors écologiques d'importance régionale qui relient ces deux réservoirs entre eux et, au-delà de la commune, avec les autres composantes de la trame verte et bleue régionale (vers l'Est et la vallée de la Vienne, vers le Sud-Ouest et les bois autour de Nouaillé-Maupertuis).
- › Les corridors écologiques locaux et, notamment, la pelouse sèche calcicole au niveau du lieu-dit « Les Robinettes », qui forme un corridor « en pas japonais » entre plusieurs réservoirs de biodiversité.



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données SRCE Poitou-Charentes - Échelle : 1/50 000

PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION PROBABLES EN L'ABSENCE DE MISE EN ŒUVRE DU PLU

L'analyse des perspectives d'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme est réalisée à partir d'un scénario « au fil de l'eau », sur la base des dispositions du POS en vigueur.

En l'absence d'élaboration du présent PLU, les perspectives d'évolution de l'environnement sur la commune de Bignoux sont globalement liées à la **poursuite d'une certaine forme d'étalement urbain**. Les dispositions du POS actuel accordent en effet la possibilité d'urbaniser de larges espaces agricoles en parties Sud-Ouest (zone HNAS), Nord (zone NAA) et Nord-Est (zone NAS). Ces espaces participeraient d'une urbanisation linéaire le long des axes de circulation ou, en partie Nord de la commune, à un empiètement de l'urbanisation en Forêt de Moulière, en site Natura 2000.

L'évolution récente de la réglementation met en avant la lutte contre l'étalement urbain qui entraîne la régression des surfaces agricoles et naturelles, la déperdition d'énergie et l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

De manière générale, l'absence d'une structuration de l'urbanisation aurait pour conséquence de poursuivre un processus qui ne s'inscrirait pas en priorité dans une logique de comblement des interstices du tissu urbain existant ou de continuité urbaine. Ce scénario présenterait une contrainte pour les espaces naturels et agricoles du territoire puisqu'il serait susceptible de conduire au morcellement de ces espaces (avec le risque sous-jacent de rupture des continuités écologiques) et, dans tous les cas de figure, à leur réduction (avec le risque sous-jacent de consommation de terres agricoles à bon potentiel agronomique, vitales au maintien de certaines exploitations).

L'élaboration du présent PLU a cherché à encadrer les zones d'ouverture à l'urbanisation, à évaluer leur absence d'impact sur l'environnement, et à diversifier les formes urbaines dans le but de répondre aux enjeux et aux objectifs de développement retenus et développés au PADD. Ces choix se sont construits par itérations successives afin que soient intégrées les contraintes physiques, hydrauliques, environnementales du territoire, tout en associant la population afin que le projet conçu soit un projet approprié.

Les espaces retenus pour une urbanisation future ne constituent pas en eux-mêmes des secteurs à enjeux environnementaux : la plupart sont en effet des terrains de friches ou de cultures qui, en l'absence de projet, ne seraient pas voués à devenir des milieux à intérêt faunistique ou floristique.

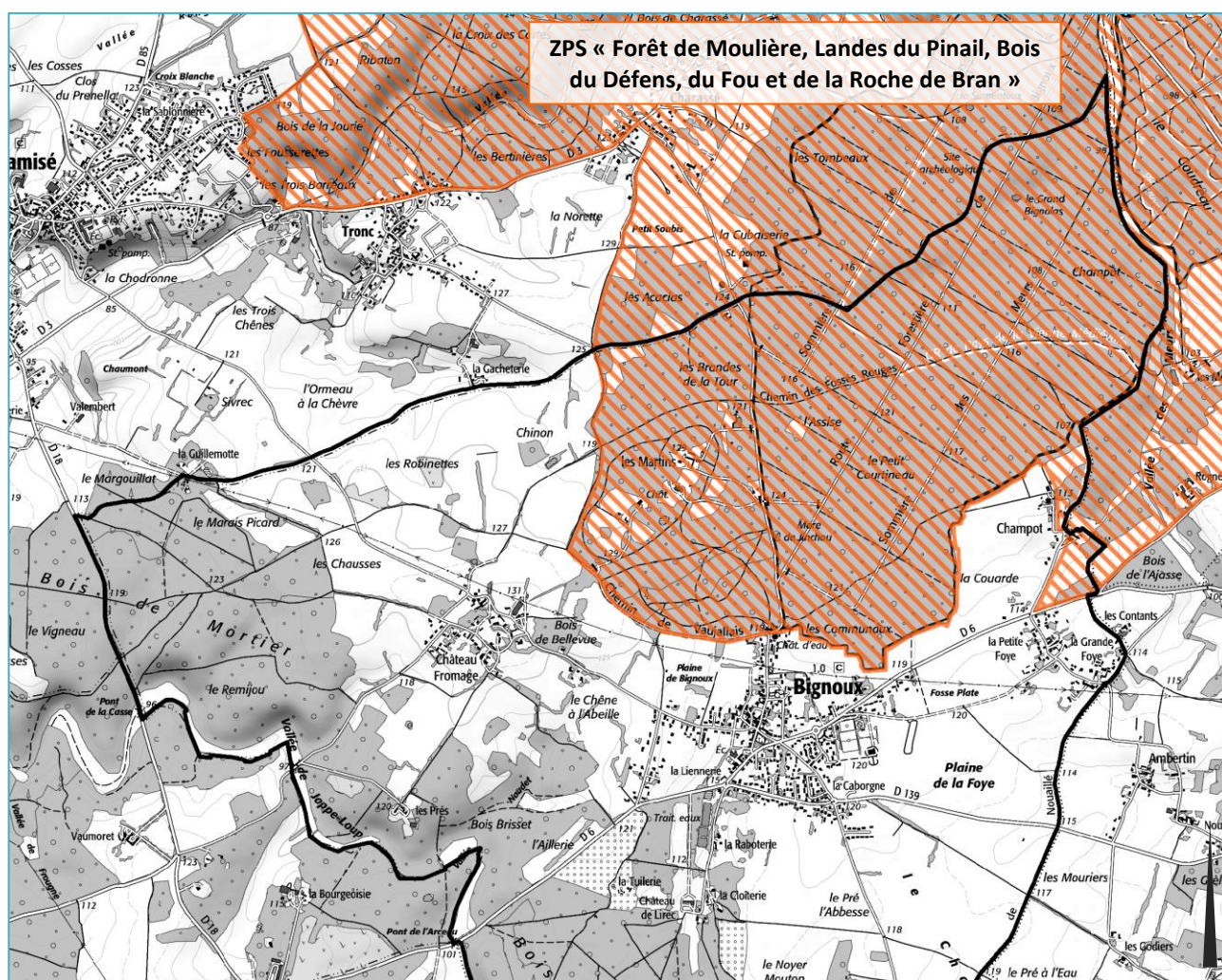
PRINCIPAUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX SUR LA COMMUNE

Le territoire de Bignoux est riche sur le plan biologique ; cette richesse est notamment exprimée par la présence d'une Zone de Protection Spéciale (ZPS), site relevant de la réglementation européenne Natura 2000, d'une Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) et de trois Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF). Les enjeux de ces différents espaces sont présentés ci-après.

LA ZPS « FORÊT DE MOULIÈRE, LANDES DU PINAIL, BOIS DU DÉFENS, DU FOU ET DE LA ROCHE DE BRAN »

La commune de Bignoux est incluse dans le périmètre de la Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran », intégrée au réseau européen Natura 2000. Cette zone couvre une superficie de **431 hectares** sur la commune.

Sites Natura 2000 à Bignoux et alentours



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFiP, IGN SCAN 25, données INPN – Échelle : 1/30 000

La Zone de Protection Spéciale FR5410014 « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran » a été désignée par Arrêté interministériel le 6 Juillet 2004. Son document d'objectifs (DOCOB) a été approuvé par Arrêté Préfectoral du 1^{er} Septembre 2009.

D'une surface de 8 129 hectares, ce site est un plateau argileux à bancs de meulière, couvert pour l'essentiel de landes calcifuges issues de la surexploitation par l'homme de la chênaie atlantique (bois de chauffage, surpâturage, incendies) et parsemées d'innombrables mares résultant de l'ancienne extraction de pierre meulière. Son caractère remarquable est lié à son étendue, à sa diversité et à l'originalité de ses végétations de landes avec tous les gradients d'hydromorphie, de tourbières (différents types en fonction du pH) et d'eaux oligotrophes ou dystrophes, dont beaucoup structurent des habitats d'intérêt communautaire, certains considérés comme prioritaires (lande tourbeuse à Bruyère à quatre angles, lande mésophile à Bruyère à balais et Ajonc nain ou « brande », tourbière alcaline à Choin noirâtre, tourbière acide à Sphaignes, etc.) ou constituant le support d'habitats d'espèces également d'intérêt communautaire (Triton crêté, trois espèces de libellules, Spiranthe d'été)...

L'intérêt du site est avant tout ornithologique.



Espèces de la Directive « Oiseaux »
justifiant la désignation du site

A092 : Aigle botté <i>hieraaetus pennatus</i>	A302 : Fauvette pitchou <i>Sylvia undata</i>
A246 : Alouette lulu <i>Lullula arborea</i>	A127 : Grue cendrée <i>Grus grus</i>
A072 : Bondrée apivore <i>Pernis apivorus</i>	A029 : Héron pourpré <i>Ardea purpurea</i>
A084 : Busard cendré <i>Circus pygargus</i>	A229 : Martin-pêcheur d'Europe <i>Alcedo atthis</i>
A082 : Busard Saint-Martin <i>Circus cyaneus</i>	A073 : Milan noir <i>Milvus migrans</i>
A080 : Circaète Jean-le-Blanc <i>Circaetus gallicus</i>	A133 : Œdicnème criard <i>Burhinus oedicnemus</i>
A224 : Engoulevent d'Europe <i>Caprimulgus europaeus</i>	A238 : Pic mar <i>Dendrocopos medius</i>
A098 : Faucon émerillon <i>Falco columbarius</i>	A236 : Pic noir <i>Dryocopus martius</i>
	A338 : Pie-grièche écorcheur <i>Lanius collurio</i>

Source : INPN

Parmi les principaux enjeux du site figurent des espèces d'intérêt majeur et d'autre d'intérêt fort.

Espèces d'intérêt majeur

A084 : Busard cendré <i>Circus pygargus</i>	A224 : Engoulevent d'Europe <i>Caprimulgus europaeus</i>
A082 : Busard Saint-Martin <i>Circus cyaneus</i>	A302 : Fauvette pitchou <i>Sylvia undata</i>

Espèces d'intérêt fort

A080 : Circaète Jean-le-Blanc <i>Circaetus gallicus</i>	A238 : Pic mar <i>Dendrocopos medius</i>
---	--

Source : INPN

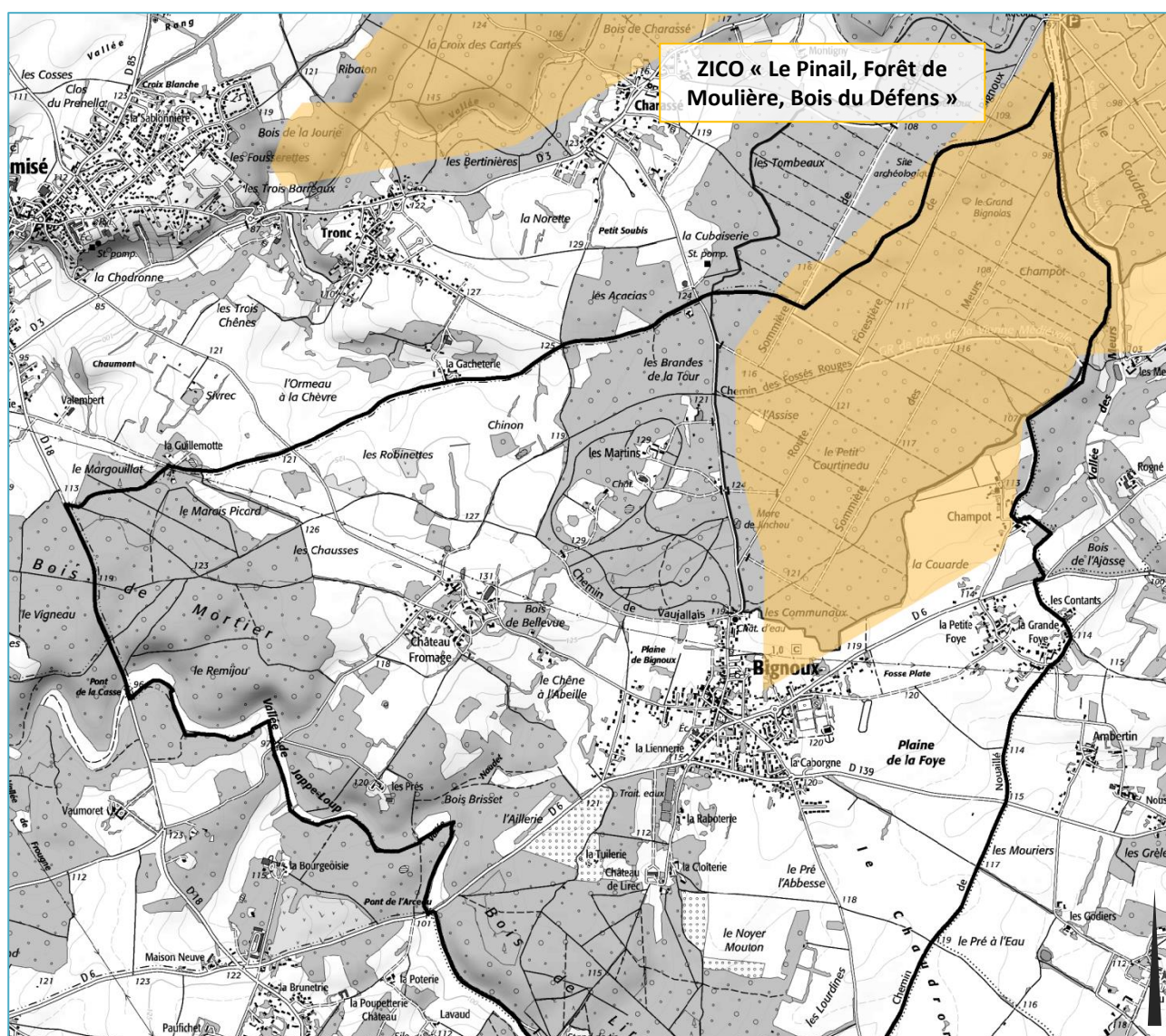
LA ZICO « LE PINAIL, FORÊT DE MOULIÈRE, BOIS DU DÉFENS »

La Directive de la Commission Européenne n°79/409/CEE, dite Directive « Oiseaux », transposée en Droit français par Ordonnance du 11 Avril 2001, signale un certain nombre d'espèces dont la conservation est jugée prioritaire au plan européen. La conservation de ces espèces peut donner lieu à la désignation par chaque état membre de sites appelés Zones de Protection Spéciale (ZPS), à l'intérieur desquels sont contenues les unités fonctionnelles écologiques nécessaire au développement harmonieux de leurs populations ornithologiques (ce sont les « habitats d'espèces » que l'on retrouve dans la Directive « Habitats » du réseau Natura 2000). Les sites désignés en tant que ZPS sont en général issus de zones de l'inventaire ZICO (Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux).

Les données environnementales de ce site sont par conséquent identiques à celles de la Zone de Protection Spéciale « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran », présentée ci-avant.

La ZICO « Le Pinail, Forêt de Moulière, Bois du Défens » couvre une superficie de **315 hectares** sur la commune de Bignoux, depuis la Forêt de Moulière jusqu'au Nord-Est du Bourg.

Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) à Bignoux et alentours



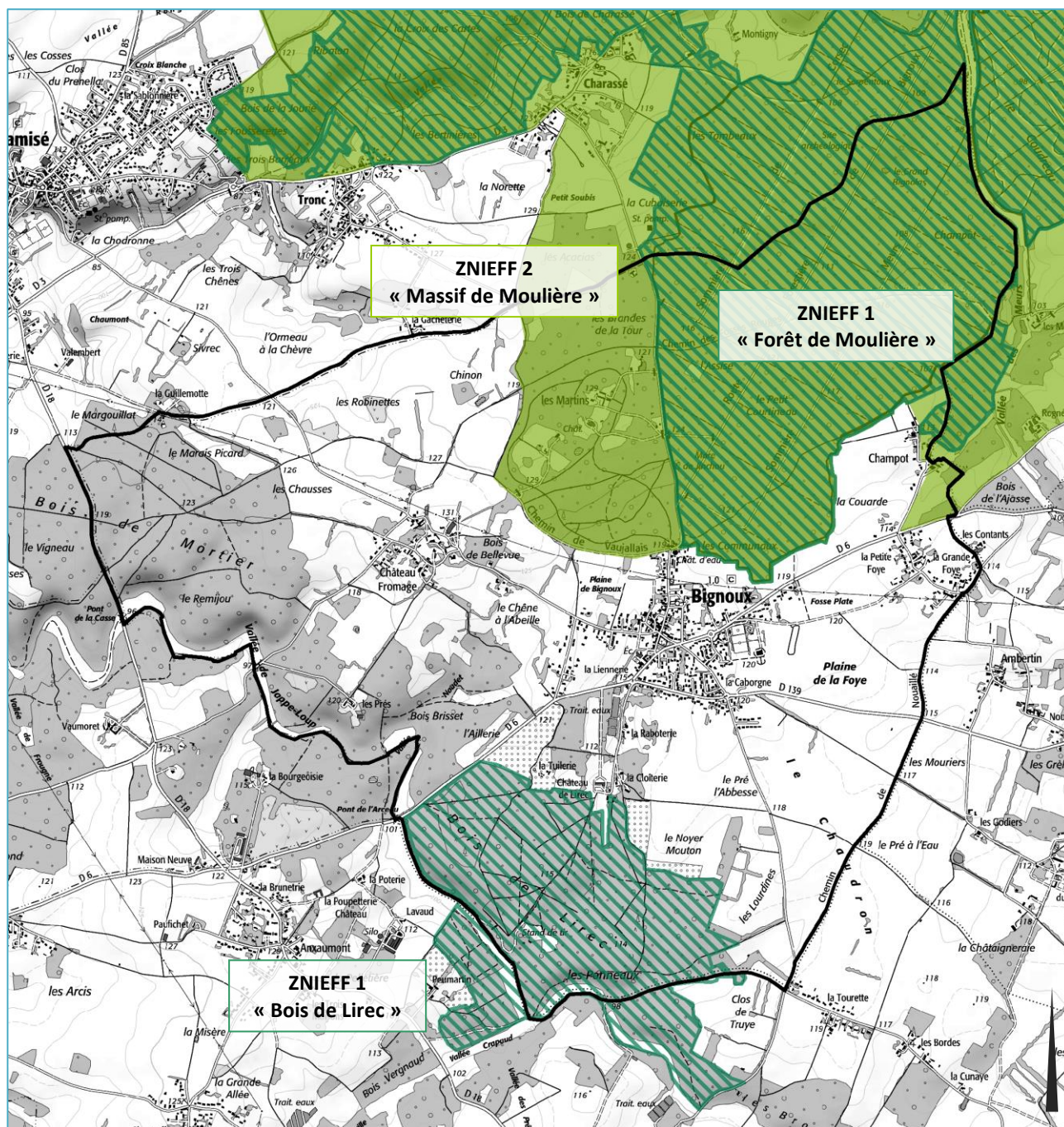
Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFip, IGN SCAN 25, données INPN – Échelle : 1/30 000

LES ESPACES IMPORTANTS POUR LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

Le territoire de Bignoux présente une richesse naturelle d'une importance particulière, répertoriée par trois Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) :

- › ZNIEFF de type 1 « Forêt de Moulière »
- › ZNIEFF de type 1 « Bois de Lirec »
- › ZNIEFF de type 2 « Massif de Moulière »

Espaces reconnus comme importants pour la préservation de la biodiversité



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, IGN SCAN 25, données INPN – Échelle : 1/30 000

LA ZNIEFF DE TYPE 1 « FORÊT DE MOULIÈRE »

Cet espace important pour la préservation de la biodiversité couvre une superficie totale de 5 037 hectares, dont **302 hectares** sur la commune.

Les textes ci-dessous ont extraits de la fiche descriptive du site, en consultation sur le site Internet de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN).

Description du site :

Il s'agit d'une forêt caducifoliée calcifuge (chênaie sessiliflore, chênaie-hêtraie, chênaie pédonculée sur pseudogley), localement enrésinée.

Intérêt botanique :

Cette nouvelle ZNIEFF réunit les ZNIEFF 201 (Bois de Charassé à *Epipactis microphylla*), 202 (chênaie-hêtraie de Touche-le-Comte à *Galium odoratum*, *Hypericum androsaenum*, *Hordelymus europaeus*, formation climacique en Poitou), 203 (station d'*Aulacomnium androgynum* de Saint-Rom, l'une des deux connues dans la Vienne) et 204 (station de *Dianthus superbus*, l'une des deux connues en Poitou-Charentes) au sein de l'ensemble du massif dont l'intérêt, certes plus diffus, le justifie depuis l'étude détaillée faite en 1992/1995 : *Pilularia globulifera*, *Hottonia palustris* dans plusieurs mares, *Erica vagans*, *Linum trigynum*, *Exaculum pusillum*, *Rubus idaeus*, *Vicia cassubica*, *Anagallis minima* çà et là, *Carex depauperata* au Grand Recoin, *Orchis simia* à Bois Prieur, *Bupleurum tenuissimum* à Jappe-loup (seule station de la Vienne), *Epipactis muelleri* à Logerie, etc.

Intérêt ornithologique :

Riche cortège d'oiseaux sylvoles et landicoles : rapaces (Busard Saint-Martin, Busard cendré, Bondrée apivore, etc.), picidés (Pic noir, Pic mar, Torcol fourmilier), limicoles (Bécasse des bois), passereaux (Grosbec, Mésange huppée, Bouvreuil, Pouillot siffleur), Engoulevent d'Europe...

Intérêt batrachologique :

Présence du Sonneur à ventre jaune.

Intérêt mammalogique :

Présence de la Martre. Importante population de Cerf élaphe.



Engoulevent d'Europe (*Caprimulgus europaeus*)



Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*)

Espèces déterminantes pour la ZNIEFF de type 1 « Forêt de Moulière »

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection	Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection
Flore					
Androsème officinal	<i>Hypericum androsaemum</i>	-	Hottonie des marais	<i>Hottonia palustris</i>	-
Aspérule odorante	<i>Galium odoratum</i>	-	Laîche appauvrie	<i>Carex depauperata</i>	-
Bruyère vagabonde	<i>Erica vagans</i>	-	OEillet superbe	<i>Dianthus superbus</i>	PN
Buplèvre ténu	<i>Bupleurum tenuissimum</i>	-	Orchis singe	<i>Orchis simia</i>	PR
Centenille naine	<i>Centunculus minimus</i>	PR	Orge d'Europe	<i>Hordelymus europaeus</i>	-
Cicendie filiforme	<i>Cicendia filiformis</i>	-	Phalangère bicolore	<i>Simaethis planifolia</i>	-
Cicendie fluette	<i>Exaculum pusillum</i>	-	Pilulaire	<i>Pilularia globulifera</i>	PN
Epipactis à petites feuilles	<i>Epipactis microphylla</i>	PR	Saule à oreillettes	<i>Salix aurita</i>	-
Epipactis de Müller	<i>Epipactis muelleri</i>	PR	Utriculaire citrine	<i>Utricularia australis</i>	-
Framboisier sauvage	<i>Rubus idaeus</i>	-	Vesce de Cassubie	<i>Vicia cassubica</i>	PR
Mammifères					
Martre	<i>Martes martes</i>	-	Musaraigne aquatique	<i>Neomys fodiens</i>	PN
Oiseaux					
Bécasse des bois	<i>Scolopax rusticola</i>	-	Grosbec casse-noyaux	<i>Coccothraustes coccothraustes</i>	PN
Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>	DO-PN	Locustelle tachetée	<i>Locustella naevia</i>	PN
Bouvreuil pivoine	<i>Pyrrhula pyrrhula</i>	PN	Mésange huppée	<i>Parus cristatus</i>	PN
Busard cendré	<i>Circus pygargus</i>	DO-PN	Pic mar	<i>Dendrocopos medius</i>	DO-PN
Busard St Martin	<i>Circus cyaneus</i>	DO-PN	Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	DO-PN
Cisticole des joncs	<i>Cisticola juncidis</i>	PN	Pouillot siffleur	<i>Phylloscopus sibilatrix</i>	PN
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>	DO-PN	Rougequeue à front blanc	<i>Phoenicurus phoenicurus</i>	PN
Faucon hobereau	<i>Falco subbuteo</i>	PN	Torcol fourmilier	<i>Jynx torquilla</i>	PN
Fauvette pitchou	<i>Sylvia undata</i>	DO-PN			
Amphibiens					
Crapaud calamite	<i>Bufo calamita</i>	DH-PN	Rainette verte	<i>Hyla arborea</i>	DH-PN
Pélodyte ponctué	<i>Pelodytes punctatus</i>	PN	Sonneur à ventre jaune	<i>Bombina variegata</i>	DH-PN

DH : espèce inscrite à la directive Habitats (Annexe II et/ou IV) ; DO : espèce inscrite à la directive Oiseaux (Annexe II) ; PN : espèce protégée en France ; PR : espèce protégée régionalement.

LA ZNIEFF DE TYPE 1 « BOIS DE LIREC »

Cet espace important pour la préservation de la biodiversité couvre une superficie totale de 189 hectares, dont **145 hectares** sur la commune de Bignoux, le reliquat se situant sur la commune limitrophe de Sèvres-Anxaumont.

Les textes ci-dessous sont extraits de la fiche descriptive du site, en consultation sur le site Internet de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel.

Description du site :

Il s'agit d'une chênaie traitée en futaie, incluant des secteurs mixtes feuillus/résineux et quelques coupes de régénération, l'ensemble étant clôturé par un grillage de 2 mètres de hauteur. La structure et l'âge des peuplements forestiers, ainsi que la proximité du grand massif de Moulière expliquent la présence d'un important cortège d'oiseaux sylvicoles qui, dans l'état actuel des connaissances, constitue l'essentiel de son intérêt patrimonial.

Intérêt principal :

La nidification de l'Autour des palombes, espèce rare en France et dont la population totale n'excède pas 3 000 couples, représente l'élément majeur du bois. Ce rapace sédentaire, affectionnant les grands massifs boisés où il est à l'abri des dérangements, a longtemps été persécuté par l'homme en raison de sa prédilection pour les oiseaux de basse-cour et, notamment, les pigeons domestiques, de capture plus aisée que ses proies sauvages (geais, pigeons, tourterelles, corneilles).



Autour des Palombes (Accipiter gentilis)

Dès le mois de Janvier, le mâle recharge ou construit une ou plusieurs aires volumineuses à grande hauteur (généralement le long d'un tronc de chêne mature) qu'il propose à la femelle avec laquelle il s'appariera en Mars. La ponte est déposée dans le courant du mois d'Avril et les 2 à 3 jeunes éclosent en Mai après 38 jours d'incubation ; ils séjourneront au nid durant 7 semaines environ mais, même après leur envol, resteront encore 3 semaines au moins autour de l'aire où ils continueront à être nourris par la femelle. En Poitou-Charentes, l'autour est présent dans les quatre départements mais semble plus abondant dans la Vienne où son effectif est estimé à 50/100 couples nicheurs (pour une population régionale totale de 180 à 280 couples). Espèce très sensible aux dérangements, l'Autour des palombes a besoin d'une tranquillité maximale lors de tout son cycle de nidification, ce qui conduit à proscrire les travaux forestiers perturbants entre le 15 Mars et le 15 Juillet. La conservation d'un habitat intact - la futaie caducifoliée âgée - et non artificialisé (limitation des introductions de résineux) est également un facteur essentiel pour le maintien de l'espèce.

Caractéristique des habitats :

Sur le site, l'Autour est accompagné par quelques espèces sylvicoles peu communes, voire franchement rares : Grosbec casse-noyaux, un passereau au régime alimentaire original constitué par les akènes, graines et baies de divers arbres et arbustes ; Pouillot siffleur, un passereau insectivore inféodé aux forêts âgées à canopée élevée ; Bouvreuil pivoine, espèce plutôt nordique et « montagnarde », très disséminée en Poitou-Charentes.

Espèces déterminantes pour la ZNIEFF de type 1 « Bois de Lirec »

Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection	Nom vernaculaire	Nom scientifique	Protection
Oiseaux					
Bouvreuil pivoine	<i>Pyrrhula pyrrhula</i>	PN	Grosbec casse-noyaux	<i>Coccothraustes coccothraustes</i>	PN
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>	DO-PN	Pouillot siffleur	<i>Phylloscopus sibilatrix</i>	PN
Autour des Palombes	<i>Accipiter gentilis</i>	PN	Huppe fasciée	<i>Upupa epops</i>	PN

DH : espèce inscrite à la directive Habitats (Annexe II et/ou IV) ; DO : espèce inscrite à la directive Oiseaux (Annexe II) ; PN : espèce protégée en France ; PR : espèce protégée régionalement.

LA ZNIEFF DE TYPE 2 « MASSIF DE MOULIÈRE »

Cet espace important pour la préservation de la biodiversité couvre une superficie totale de 8 197 hectares, dont **431 hectares** sur la commune.

Les textes ci-dessous ont extraits de la fiche descriptive du site, en consultation sur le site Internet de l'Inventaire National du Patrimoine Naturel.

Description du site :

Massif forestier d'environ 7 000 hectares (l'un des plus importants de la région Poitou-Charentes), comprenant un forêt domaniale (Forêt de Moulière), trois grands bois privés adjacents (Bois de la Roche de Bran, Bois du Défens et Bois du Fou) et la Réserve Naturelle du Pinail qui constitue l'un des sites régionaux majeurs de lande haute (« brande du Poitou »).

Intérêt ornithologique :

Intérêt exceptionnel (site décrit comme ZPS), notamment au niveau du cortège de l'avifaune liée aux futaies de chêne âgées (Picidés) telles qu'elles existent encore dans les bois privés, mais aussi au niveau des oiseaux de landes (Rapaces, passereaux, Engoulevent). Soixante-et-onze espèces nicheuses en tout (soit 55% du total départemental) parmi lesquelles plusieurs ont un statut de conservation défavorable en Europe (inscrites à l'Annexe I de la Directive Oiseaux) : Pic noir, Pic mar, Fauvette pitchou, Engoulevent d'Europe, Busard cendré, Busard Saint-Martin, Bondrée apivore, Circaète Jean-le-Blanc.



Cistude d'Europe



Azuré des mouillères



Pouillot siffleur (Phylloscopus sibilatrix)



Bouvreuil pivoine (Pyrrhula pyrrhula)

Intérêt botanique :

Très élevé au niveau des landes du Pinail et des mares oligotrophes (trente-neuf espèces déterminantes dont neuf protégées officiellement), un peu plus diffus au niveau du massif boisé lui-même : chênaie-hêtraie climacique à Orge d'Europe, vallon à Epipactis à petites feuilles, stations d'Œillet superbe, de Framboisier, etc.

Intérêt batrachologique :

Les 15 000 mares du secteur du Pinail constituent un milieu de prédilection pour les amphibiens, dont certaines espèces atteignent des densités conférant à la zone une valeur européenne. Par ailleurs, la diversité spécifique est très importante avec quatorze espèces d'amphibiens et sept de reptiles.

Intérêt herpétologique :

Présence de la Cistude d'Europe.

Intérêt entomologique :

Remarquable dans le secteur du Pinail : très riche cortège d'Odonates avec dix espèces rares ou menacées, dont deux espèces de Leucorhine. Présence de l'Azuré des mouillères.

Au global, les espaces protégés (ZPS, ZICO) et les espaces importants pour la préservation de la biodiversité (ZNIEFF) représentent **576 hectares** sur la commune, soit **39,7 % du territoire communal**.

OBSERVATIONS CONCRÈTES RÉALISÉES À L'ÉCHELLE COMMUNALE

Connaissance des milieux naturels de la commune

La commune de Bignoux est une commune à la fois rurale et périurbaine (6 kilomètres à l'Est de Poitiers). Elle bénéficie d'un environnement de qualité.

Une part conséquente du Nord de la commune est occupée par la Forêt de Moulière (site Natura 2000). À l'Ouest et au Sud-Ouest, les Bois de Mortier et de Lirec constituent une autre masse boisée conséquente. Ce dernier bénéficie également d'une protection au titre de l'environnement (Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique « Bois de Lirec »). Les espaces agricoles et urbains sont « insérés », blottis entre ces deux grandes masses boisées.

Pour les secteurs de la commune qui ne sont pas couverts par les protections évoquées ci-dessus, il faut parler de « nature ordinaire », mais en prenant bien en compte que, dans le contexte actuel, l'érosion de la biodiversité est une problématique majeure. De nombreuses espèces dites « communes » voient leurs effectifs chuter drastiquement avant de devenir rares.

Les enjeux environnementaux sont liés aux milieux rencontrés sur la commune, mais également au contexte local plus large.

- **Les mares**

Il subsiste des **mares temporaires ou permanentes**, au sein de hameaux, ou sur le bord de la route non loin de ces derniers. Elles sont à conserver, entretenir, voire à développer. Il s'agit des derniers sites de reproduction pour les **amphibiens, libellules et autres insectes**. Leur environnement est également à préserver et à entretenir. Elles peuvent servir de supports pédagogiques pour les écoles (connaissance du vivant, entretien...), à l'image d'une mini réserve naturelle.

- **Les prairies**

L'évolution des pratiques agricoles, notamment le déclin de l'élevage, font que les prairies sont de plus en plus rares. Elles sont à préserver autant que faire se peut. Comme les bords des routes et des chemins, ce sont les derniers refuges pour la flore et la faune des milieux ouverts (**papillons, orchidées...**). Des préconisations d'entretien sont possibles pour les zones gérées par la commune et/ou par des propriétaires souhaitant préserver et valoriser ces milieux.



Prairie au Sud de la Forêt de Moulière

- **Les boisements, les bosquets, les haies**

Les boisements couvrent plus de 50 % du territoire communal, soit environ 730 hectares.

La **Forêt de Moulière** est une forêt bien connue pour son intérêt environnemental. Elle cumule les statuts patrimoniaux, que ce soit en matière de protections réglementaire (Zone de Protection Spéciale au titre de la réglementation européenne Natura 2000) ou en matière d'inventaires (ZNIEFF, ZICO). De nombreuses espèces patrimoniales (faune et flore) y sont connues.

Les **bois au Sud** sont moins patrimoniaux mais participent à la richesse écologique de l'ensemble. Ils contribuent à la diversité des niches et des habitats. De nombreuses espèces, **oiseaux remarquables mais**

aussi petits mammifères, bénéficient de l'importance et de la diversité végétale des milieux forestiers. Le caractère globalement humide de ces milieux est également favorable aux **amphibiens**.

Le **linéaire de lisières**, à l'échelle du territoire communal, est très important. Ce sont, par définition, des milieux très riches qu'il convient de préserver. Ils peuvent abriter des espèces remarquables de faune et de flore (**chiroptères, reptiles, papillons, orchidées**).

À l'échelle du territoire, les **haies** sont peu nombreuses et sont souvent de dimensions réduites, à savoir une faible emprise au sol et une surexploitation du bois. Leur richesse biologique intrinsèque en est logiquement réduite. Leur rôle de corridor, de lien entre les massifs forestiers ne doit cependant pas être sous-estimé. Leur maintien, voire leur renforcement, est essentiel pour la dynamique des espèces.



Haies en bordure de la Route de Jappeloup : à gauche, haie constituée pouvant servir de corridor écologique, à droite : haie arrasée.

- **Le patrimoine bâti, le Bourg, les villages**

Le **bâti ancien**, les murets, les vieux arbres dans les parcs et jardins abritent également un réel potentiel de diversité : **rapaces diurnes et nocturnes, reptiles, flore spécifique...** La diversité des habitats est conséquente et peut paraître pérenne.

- **Zones de cultures**

Les **zones de cultures** peuvent être intéressantes, en fonction de leur utilisation, pour les **oiseaux de plaines (rapaces, Œdicnèmes...)**. C'est également le lieu de vie des **messicoles**, plantes compagnes des moissons (Chrysanthème des moissons, Bleuet, Adonis, Nielle des blés...) qui sont bien souvent oubliées. Leur déclin est si important qu'elles tombent dans l'oubli. Toutefois, de grandes parcelles de production intensive (utilisation d'herbicide et autres phytosanitaires) rendent peu probable cet aspect potentiel pour les messicoles.

Quelques vieux arbres, dont certains sont recouverts de lierre peuvent abriter des espèces remarquables **d'oiseaux** ou de **chiroptères**. Même morts, ces arbres ont toujours un rôle comme abri pour la biodiversité. Il est alors intéressant d'en conserver dans la limite du cadre de sécurité (risque de chute de branches).



Zones de grandes cultures à l'Ouest du Bourg

- **Conclusion**

La richesse biologique à Bignoux résulte donc de la présence des massifs forestiers, à la fois « zones refuge » et « zones source » pour de nombreuses espèces végétales et animales. Ils ne doivent pas être remis en cause. Les espaces plus anthropisés abritent une nature « ordinaire » mais qu'il convient de protéger également dans une logique d'écosphère.

Ainsi, des milieux pouvant apparaître comme secondaires au sein de communes avec des potentiels plus importants, doivent ici être considérés comme prioritaires pour le maintien de cette biodiversité ordinaire.

Cela passe par la préservation, à travers une bonne gestion (fréquence et date de fauche) des espaces prairiaux (prairies, bords des routes et des chemins), la préservation et le renforcement des mares, des haies et des bosquets.

La Forêt de Moulières (boisements et lisières) doit être considérée comme une « zone source » pour recoloniser les secteurs pauvres de la commune.

Le patrimoine naturel doit aussi être considéré en cas de restauration du patrimoine bâti (clocher par exemple), si des colonies de chauve-souris devaient y être présentes au cours de leur cycle.

CARACTÉRISTIQUES DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

ZONAGE PROPOSÉ PAR LE PLAN LOCAL D'URBANISME

Le projet de zonage défini au Plan Local d'Urbanisme de Bignoux est le suivant.

(Les valeurs ci-dessous sont données à titre informatif et sont basées sur le système de projection géographique Lambert 93. Des différences mineures peuvent être constatées avec les superficies des parcelles cadastrales calculées sur des systèmes de projection différents.)

Zone	Dénomination du secteur	Lettrage	Superficie
ZONE URBAINE	Urbain	U	78,4 ha
	Urbain à vocation de loisirs	UL	5,1 ha
Sous total			83,5 ha
ZONE À URBANISER	À urbaniser à court terme pour l'habitat	1AUh	7,4 ha
Sous total			7,4 ha
ZONE NATURELLE	Naturel et forestier	N	1 079,5 ha
Sous total			1 079,5 ha
ZONE AGRICOLE	Agricole	A	281,6 ha
Sous total			281,6 ha
TOTAL			1 452,0 ha

Le détail de chacune des zones et l'incidence potentielle de la mise en œuvre du projet de Plan Local d'Urbanisme sont donnés à suivre.

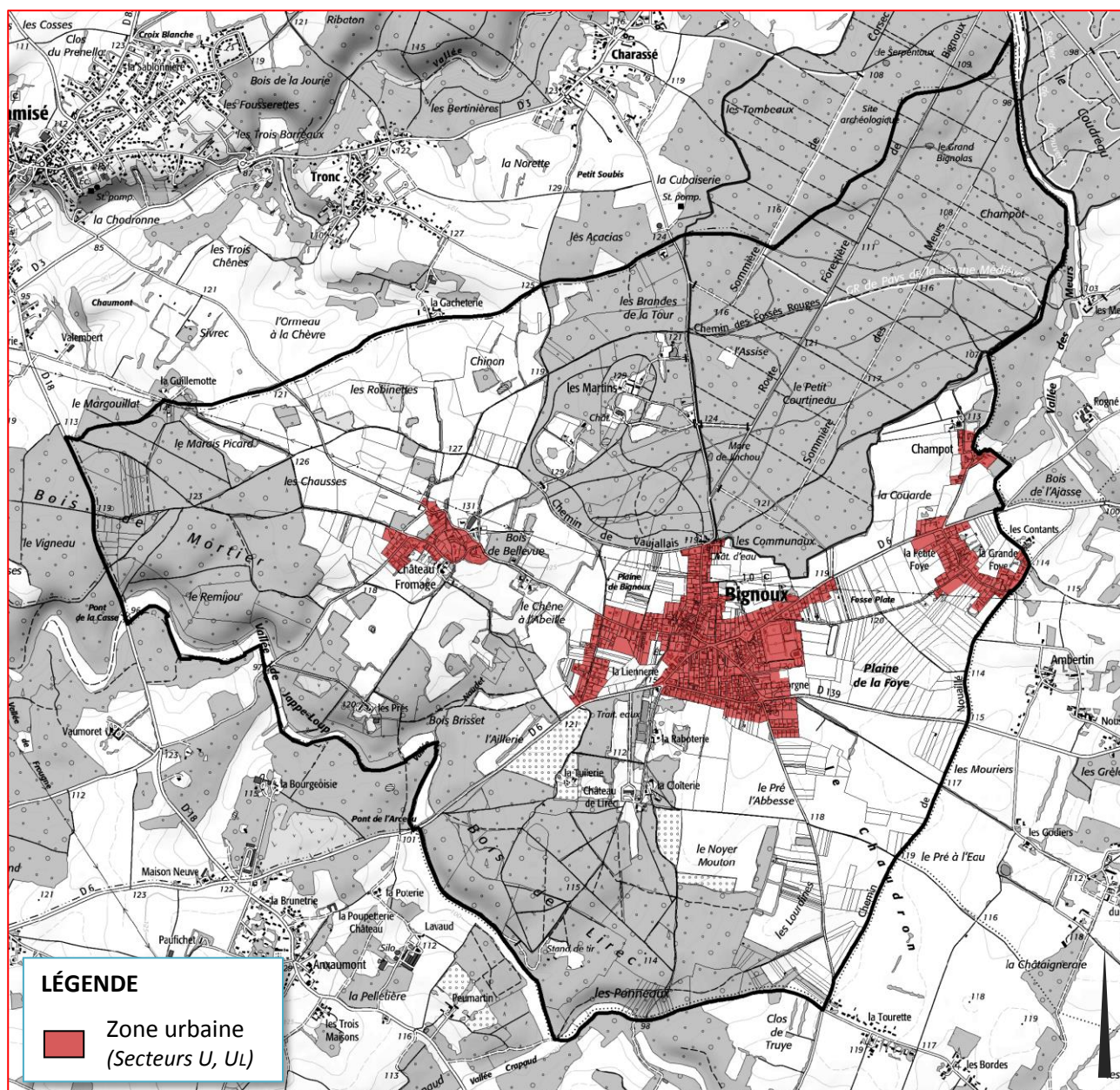
LA ZONE URBAINE

La zone urbaine est annotée « U » dans le Plan Local d'Urbanisme et correspond aux espaces du territoire déjà urbanisés et où les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

La zone urbaine couvre un total de **83,5 hectares, soit 5,8 % du territoire communal**. Elle est délimitée sur le Bourg et sur les villages de « Château-Fromage », « La Foye » et « Champot ».

Afin de répondre aux différents enjeux qui concernent le territoire communal, la zone urbaine est divisée en deux secteurs (urbain « U » et urbain à vocation de loisirs « UL ») qui mettent en œuvre chacun des dispositions réglementaires spécifiques.

Emprise de la zone urbaine sur le territoire communal



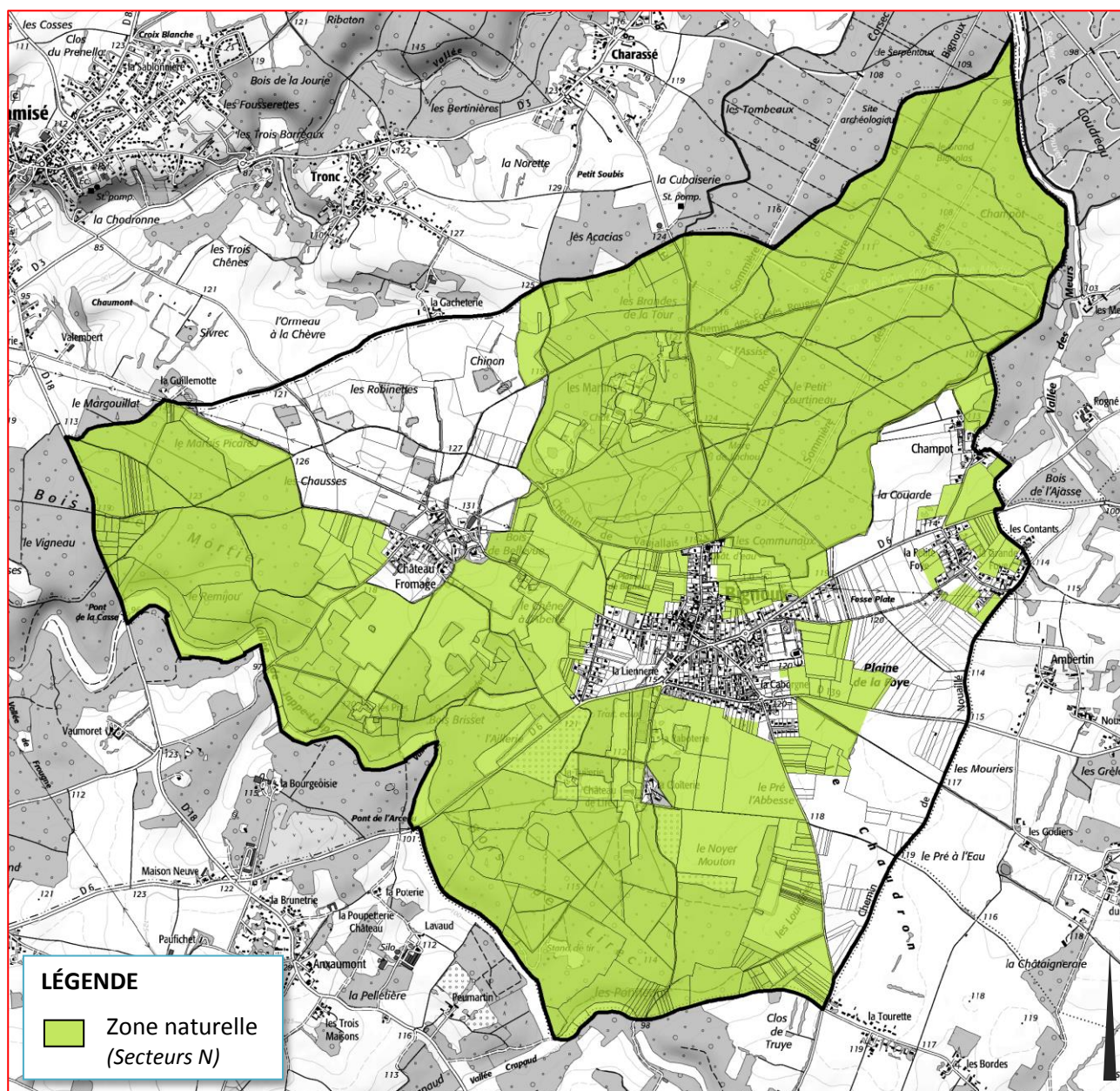
Source : SIG PARCOURS, cadastre DGFIP, zonage du PLU – Échelle : 1/30 000

La constructibilité de la zone urbaine n'est possible que par la mobilisation des espaces interstitiels de l'enveloppe bâtie. S'agissant d'ensembles d'ores et déjà bâtis, le classement en zone urbaine ne génère aucune incidence supplémentaire sur l'environnement et n'est pas non plus une zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du projet de PLU.

LA ZONE NATURELLE

La zone naturelle est annotée « N » dans le Plan Local d'Urbanisme et correspond aux espaces du territoire à protéger en raison, soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Emprise de la zone naturelle sur le territoire communal



La zone naturelle couvre un total de **1 079,5 hectares, soit 74,3 % du territoire communal**. Elle concerne le secteur boisé au Sud de la commune ainsi que tous les espaces autour de la vallée de Jappe-Loup, le massif boisé de la Forêt de Moulière, ainsi que les espaces naturels et de jardins qui forment l'écrin vert autour du Bourg et du village de « La Foy ».

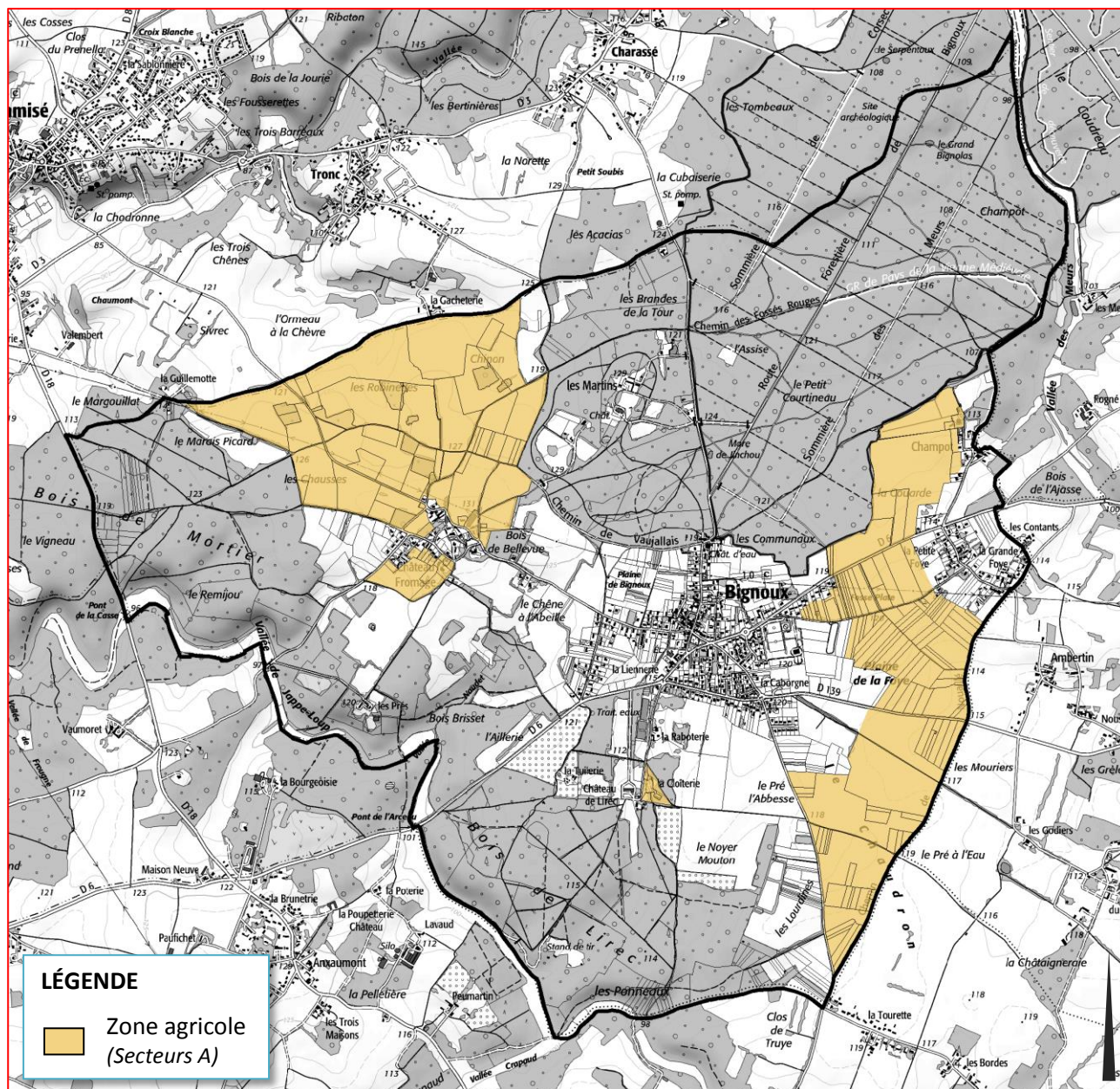
La zone naturelle est subdivisée en un secteur unique naturel « N ».

LA ZONE AGRICOLE

La zone agricole est annotée « A » dans le Plan Local d'Urbanisme et correspond aux espaces du territoire à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

La zone agricole couvre un total de **281,6 hectares, soit 19,4 % du territoire communal**. Elle couvre la majorité des espaces non boisés du territoire communal, à l'exception du Bourg et des villages.

Emprise de la zone agricole sur le territoire communal



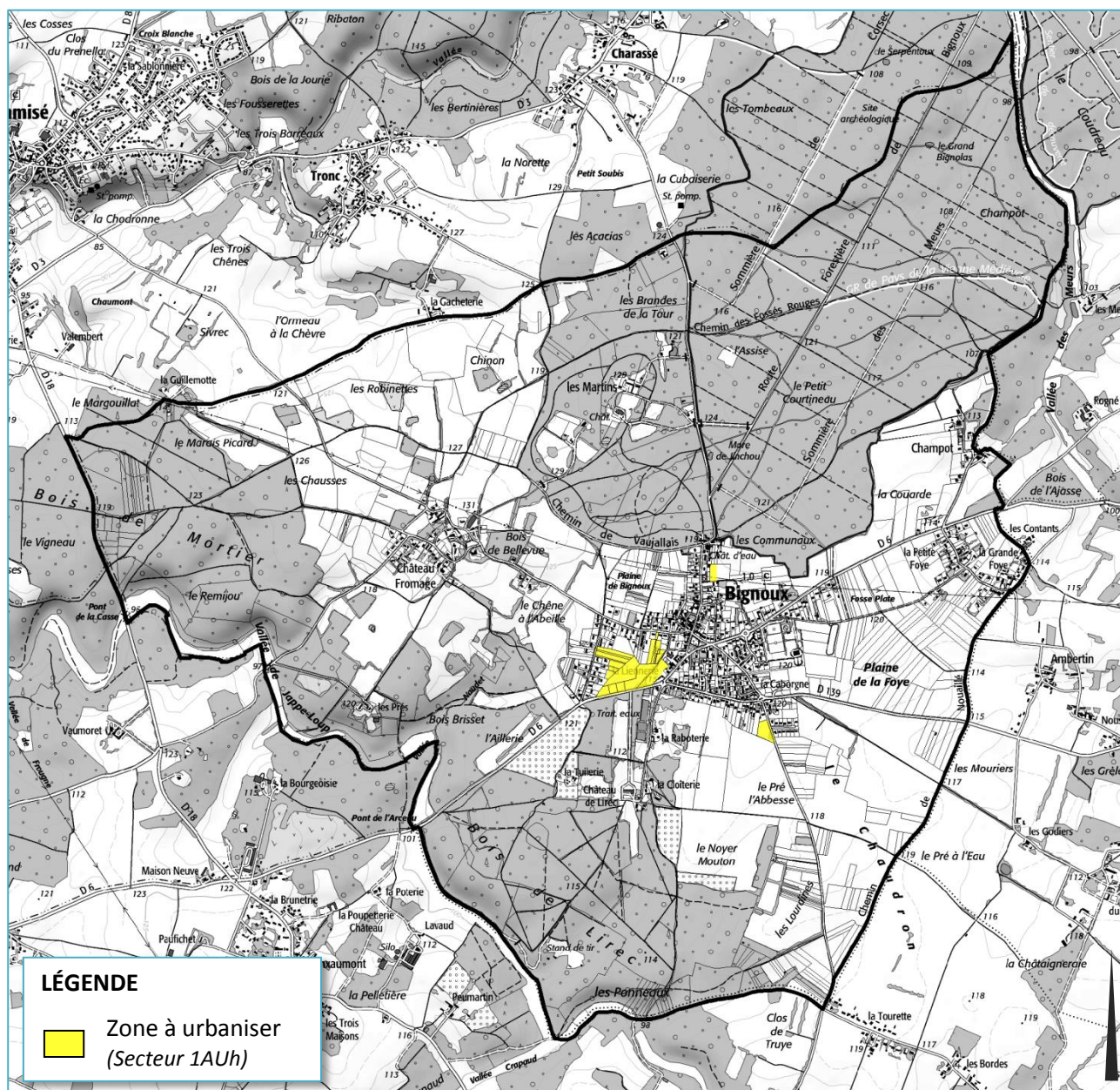
La zone agricole est subdivisée en un secteur unique agricole « A ».

LA ZONE À URBANISER

La zone à urbaniser est annotée « AU » dans le Plan Local d'Urbanisme et correspond aux espaces à dominante agricole ou naturelle et définis dans le Plan Local d'Urbanisme comme pouvant être urbanisés dans le cadre d'opérations d'ensemble. Sa création est ainsi justifiée par la mise en œuvre de l'orientation « Maintenir la vitalité démographique » du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

La délimitation de la zone AU est une réponse réglementaire aux objectifs démographiques inscrits du Projet d'Aménagement et de Développement Durables. Elle permet de planifier dans le temps et dans l'espace la création de nouveaux logements.

Emprise de la zone à urbaniser sur le territoire communal

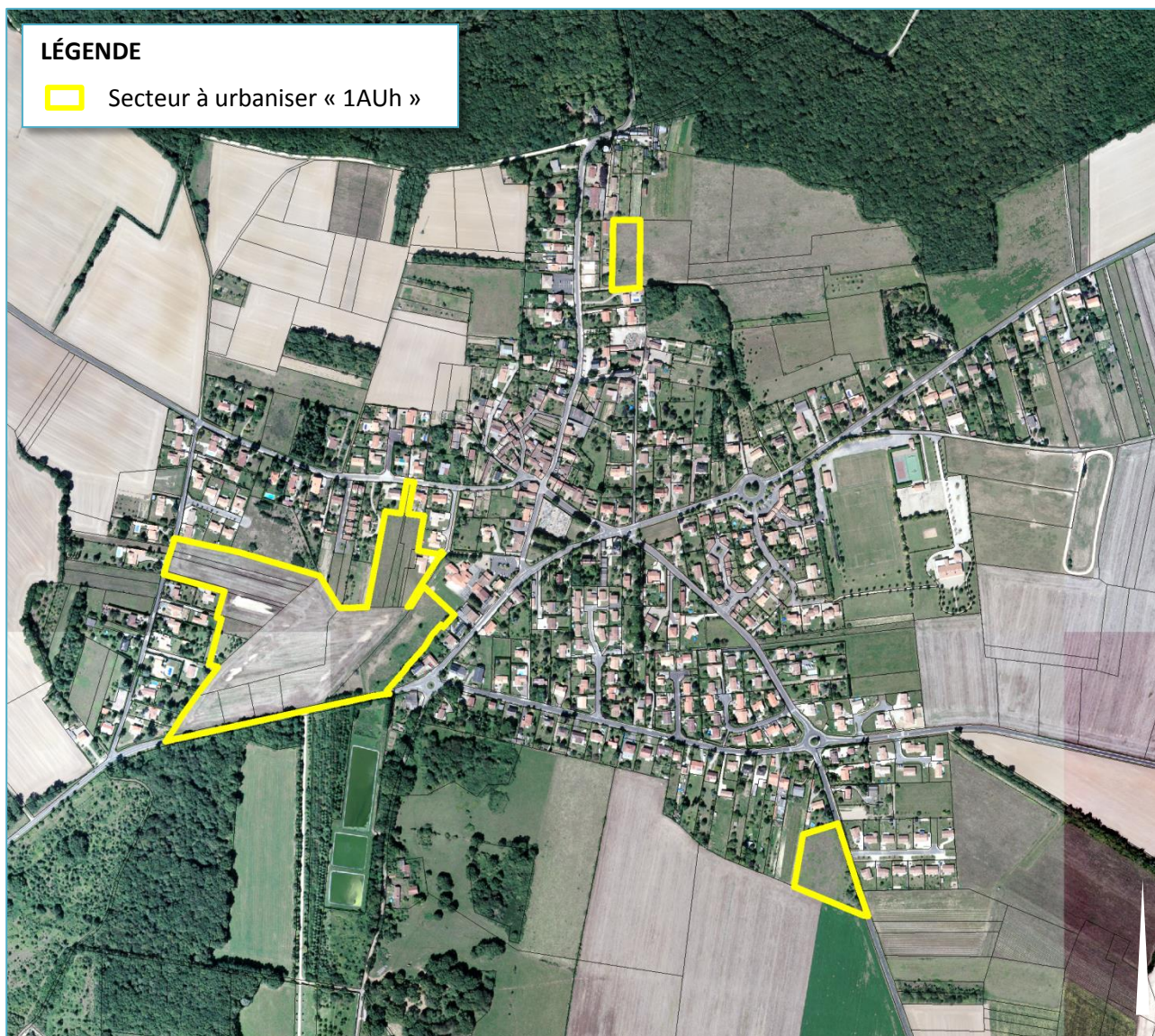


La zone à urbaniser couvre un total de **7,4 hectares**, soit **0,5 % du territoire communal**. Elle est délimitée sur trois secteurs en extension immédiate du Bourg, au Nord, au Sud-Est, ainsi qu'en situation d'espace interstitiel dans l'enveloppe bâtie au Sud-Ouest du Bourg.

Le choix de ces sites résulte de différents facteurs débattus entre les différents intervenants, le Conseil Municipal mais également les services de l'État. La proximité du centre-bourg est un critère important, ainsi que le moindre impact paysager et environnemental.

Le projet d'aménagement tel que défini au dossier d'OAP prend en compte les contraintes paysagères et la nécessité d'espaces publics conséquents, arborés, structurant les sites aménagés lorsque nécessaire. Dans le même temps, l'organisation du bâti permettra d'accueillir un type d'habitat pavillonnaire souhaité par l'équipe municipale afin de répondre aux attentes « les plus courantes » des personnes qui souhaitent faire construire à Bignoux.

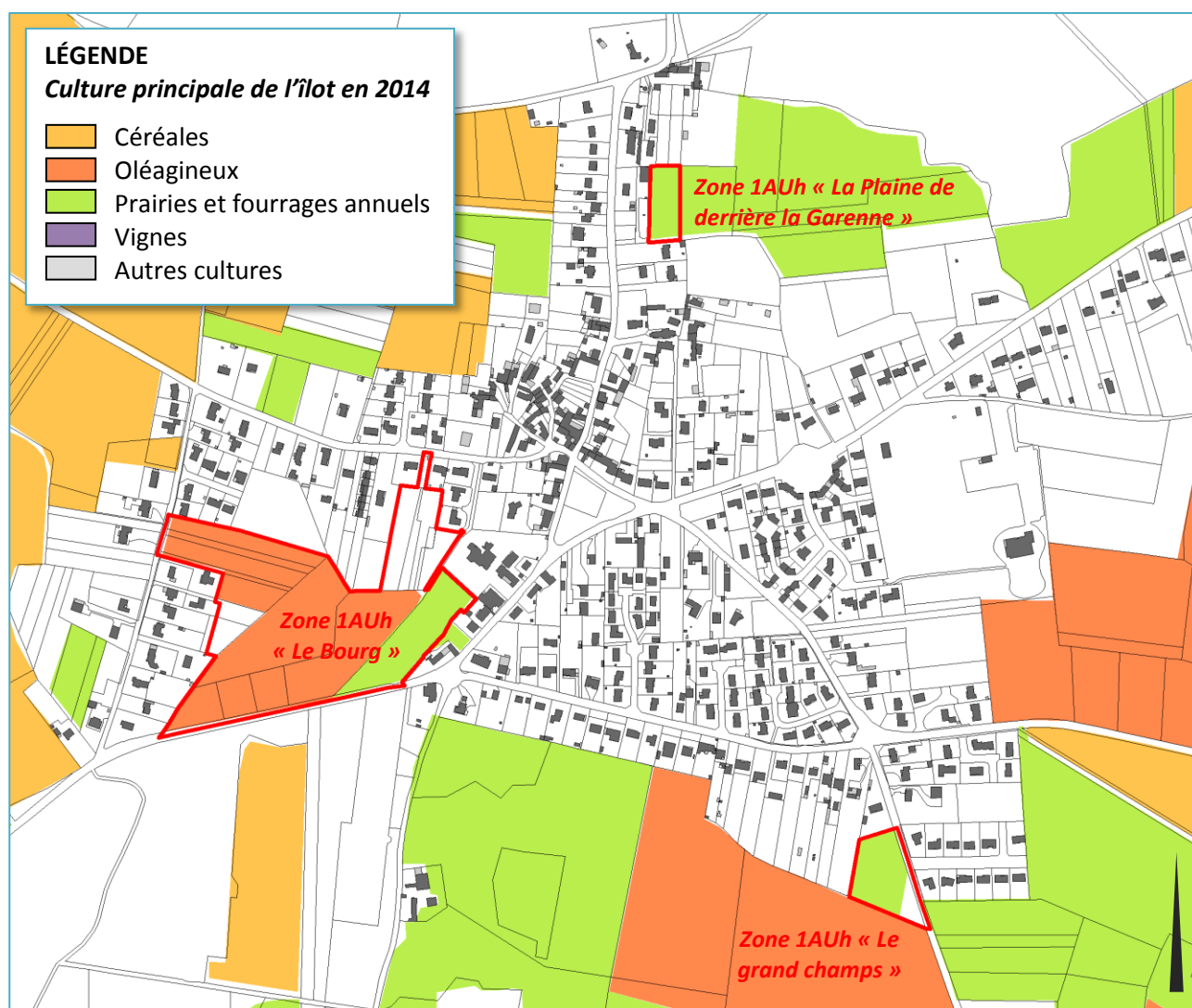
Délimitations de la zone à urbaniser sur le Bourg de Bignoux



Source : SIG PARCOURS, données IGN Ortho 50cm, Zonage du PLU – Échelle : 1/8 000

Actuellement, comme cartographié ci-après, ces sites sont, pour partie, constitués de terres agricoles intensément mises en valeur (zone 1AUh « Le Bourg ») ou dédiés à des espaces de prairies (zones 1AUh « La Plaine de derrière la Garenne » et « Le grand champs »).

Le secteur à urbaniser « 1AUh » et l'utilisation des terres agricoles



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données ARS RPG 2014 et DRAAF Poitou-Charentes – Échelle : 1/7 500

Le secteur à urbaniser « 1AUh » est la seule zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan, étant la seule zone à proposer une ouverture à l'urbanisation *ex nihilo*. Ses dimensions sont assez limitées (7,4 hectares) et proportionnées au projet mesuré de développement de la commune. Les mesures de limitation des impacts de l'ouverture à l'urbanisation sont développées en partie « éviter, réduire, compenser » dans le présent dossier.

Analyse de la zone 1AUh « Le Bourg »

La zone 1AUh « Le Bourg » représente 6,4 hectares, soit 86,1 % des zones ouvertes à l'urbanisation au projet de Plan Local d'Urbanisme. À ce titre, les incidences potentielles de l'ouverture à l'urbanisation de cette zone ont été évaluées au regard du site Natura 2000 impactant la commune.

Afin d'évaluer le patrimoine naturel de ce secteur, notamment vis à vis de son avifaune, des inventaires floristiques et faunistiques ont été réalisés le 21 Juillet 2016. Les parcelles pouvant éventuellement faire l'objet d'une urbanisation future ont été entièrement prospectées (cf. carte suivante).

Relevés floristiques

Afin de cartographier les unités écologiques en présence sur le site étudié, un relevé floristique a été effectué sur chaque secteur homogène. La méthode des quadrats a été utilisée. Pour déterminer l'aire minimale du relevé, et afin d'avoir toutes les espèces représentatives du groupement, la technique des accroissements progressifs a été utilisée : la surface inventoriée est agrandie jusqu'à obtenir l'ensemble des espèces floristiques de la zone homogène.

Les inventaires floristiques permettent ainsi de déterminer les unités écologiques en présence sur le secteur d'étude. La typologie européenne Corine Biotope aide à la qualification des différentes unités. La détermination des unités écologiques permet d'évaluer le caractère patrimonial des différentes entités paysagères.

Inventaire avifaune

La méthode utilisée pour dénombrer les espèces d'oiseaux présentes sur le site est celle du Suivi Temporel des Oiseaux Communs par point d'écoute (dite STOC-EPS) mise au point par le Centre de Recherche sur la Biologie des Populations d'Oiseaux (CRBPO) en 1989. Le but du suivi par Échantillonnages Ponctuels Simples (EPS) est d'obtenir une évaluation des tendances d'évolution des effectifs de différentes espèces communes nicheuses de France. Pour la présente étude, cela a permis d'avoir une bonne idée des espèces d'oiseaux présentes sur le site. En effet, le nombre de contacts avec une espèce en un point donné est une mesure de l'abondance de l'espèce dans le milieu.

Un EPS est donc un point d'écoute où un observateur reste stationnaire durant exactement 5 minutes. Pendant cette durée, tous les oiseaux qui ont été entendus ou vus, posés ou en vol, ont été dénombrés. Toutes les espèces ont été notées, et les contacts d'individus différents ont été comptabilisés. Les jumelles ont été utilisées pour identifier un oiseau détecté préalablement mais pas pour rechercher des oiseaux distants. Les EPS ont été répartis proportionnellement aux catégories de milieux du site étudié. Les points d'écoute ont été répartis suivant l'occupation des sols du secteur et « l'effet lisière » afin d'inventorier les différents cortèges avifaunistiques (zones herbacées, arborescentes et pourtour de la zone étudiée).

Inventaires reptiles et mammifères

Les mammifères et reptiles ont été inventoriés par vision directe et/ou en localisant leurs traces (coulées, fèces, reste de repas, etc...).

Inventaires amphibiens

Concernant les amphibiens, l'échantillonnage a été réalisé par vision direct et/ou prospection au filet troubleau des points d'eau éventuellement présents sur la zone d'étude.

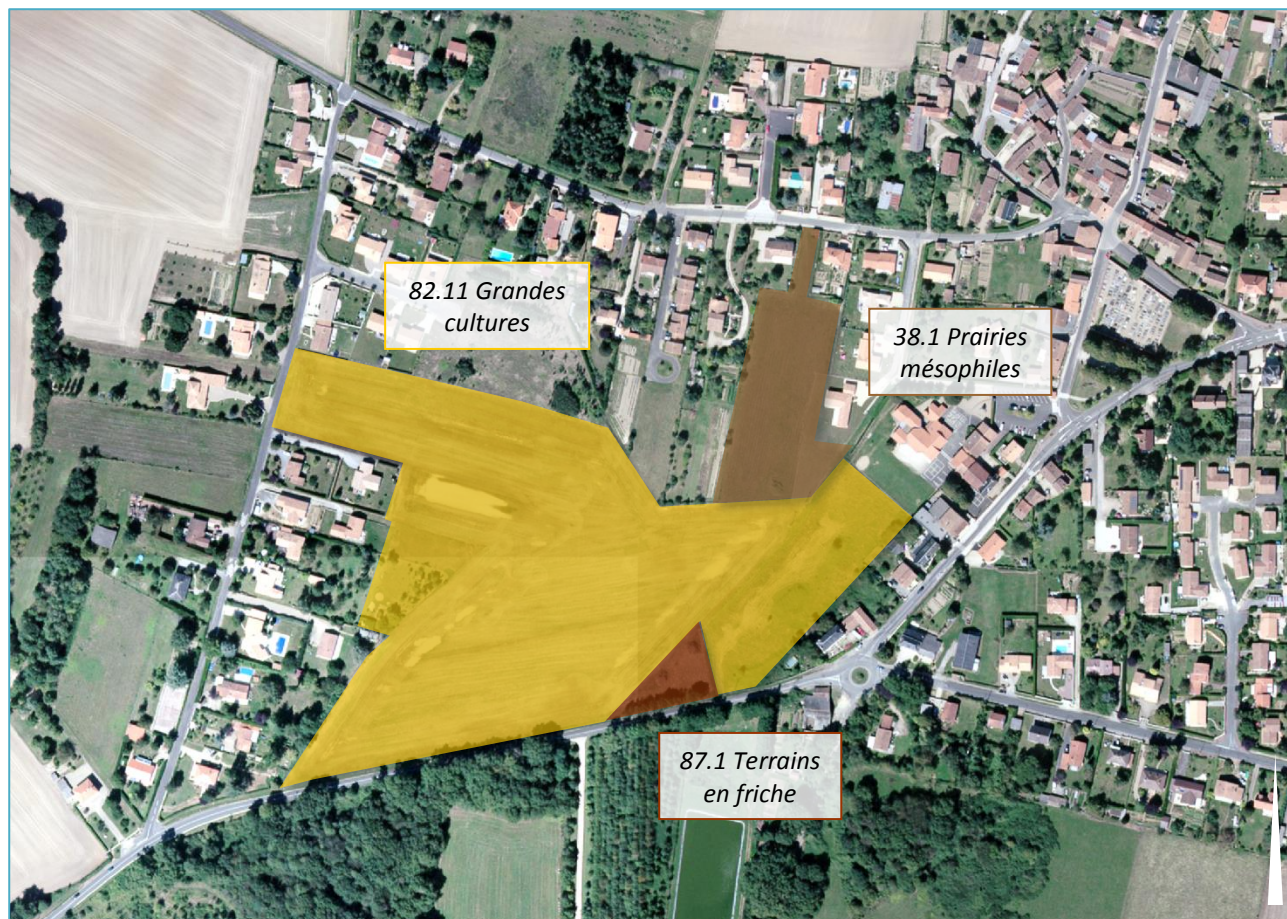
Inventaires invertébrés

Les papillons rhopalocères et les odonates ont été inventoriés sur chaque zone homogène (d'un point de vue floristique) au filet à papillons.

- **Types de milieux rencontrés**

Suite aux inventaires floristiques réalisés sur le terrain le 21 Juillet 2016, trois habitats ont été identifiés avec leur code CORINE Biotope. (cf. illustration et tableau ci-dessous). La surface totale étudiée est de 6,4 hectares.

Cartographie des parcelles étudiées



Source : SIG PARCOURS, données IGN Ortho50 – Échelle : 1/4 000

Code CORINE Biotope	Intitulé des habitats	Surface	Proportion
82.11	Grandes cultures	5,65 ha	88,7 %
87.1	Terrains en friche	0,10 ha	1,6 %
38.1	Prairies mésophiles	0,62 ha	9,7 %
TOTAUX		6,37 ha	100,0 %

- Flore inventoriée



Grandes cultures

Sonchus asper, *Anagalis arvensis*, *Conidza canadensis*, *Veronica persica*, *Verbena officinalis*, *medicago arabica*, *Chenopodium album*, *Matricharia recutita*, *Plantago major*, *Convolvulus arvensis*, *Visia sativa*, *Fumaria officinalis*, *Anchusa arvensis*, *Lampsana communis*, *Mentha suaveolens*, *Ranunculus repens*, *Urtica dioïca*, *Bryonia dioica*, *Rubus fruticosus*, *Circium vulgare*, *Rumex sp.*, *Allium roseum*, *Docus carota*, *Potentilla reptens*, *Papaver rhoeas*, *Myosotis arvensis*, *Euphorbia peplus*, *Trifolium repens*, *Belis perenis*, *Prunella vulgaris*, *Plantago lanceolata*, *Leucanthemum vulgare*, *Hypochaeris radicata*, *Hypericum perforatum*, *Lotus corniculatus*, *Achillea millefolium*, *Persicaria maculosa*, *Polygonum aviculare*, *Viola arvensis*.



Prairies mésophiles

Quercus robur, *Hypericum perforatum*, *Docus carota*, *Senecio jacobae*, *Vicia sativa*, *Convolvulus arvensis*, *Trifolium pratense*, *Lapsana communis*, *Rubus fruticosus*, *Plantago lanceolata*, *Agrimonia eupatoria*, *Potentilla reptans*, *Malva moschata*, *Medicago sativa*, *Plantago lanceolata*.



Prairies mésophiles

Prunus spinosa, *Circium arvens*, *Silen vulgaris*, *Arctium lappa*, *Cruciata laevipes*, *Daucus carota*, *Urtica dioica*, *Tamus communis*, *Rumex acetosa*, *Galium aparine*, *Picris Hieracioides*, *Menthga arvensis*, *Senecio jacobae*, *Sinapis arvensis*, *Convolvulus arvensis*, *Hypericum perforatum*, *Malva sylvestris*, *Solanum dulcamara*, *Lactuca serriola*, *Trifolium pratense*, *Ranunculus repens*, *Chenopodium vulgare*, *Vicia sativa*, *Artemisia vulgaris*, *Crataegus monogyna*.

- Faune inventoriée

Mammifères

Quelques mammifères ont été contactés (traces ou contacts directes) durant les prospections de terrain : Lapin de garenne (*Orictolagus cuniculus*) et Renard roux (*Vulpes vulpes*).

Reptiles et amphibiens

Les reptiles ont été inventoriés au niveau des lisières et de zones empierrées (murets...). Seule une espèce a été contactée. Aucun amphibien n'a été contacté durant la prospection (pas de points d'eau ni de fossé) : Lézard des murailles (*Podarcis muralis*).



Crottes de Renard roux (Vulpes vulpes)



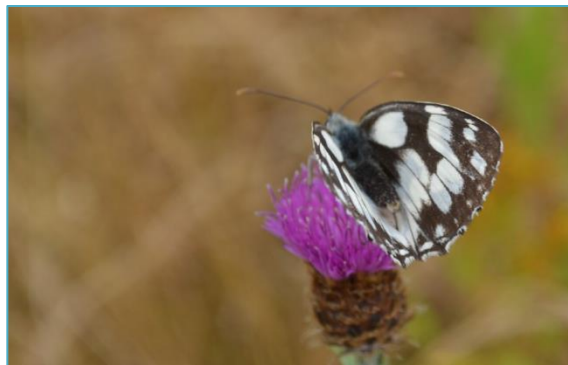
Lézard des murailles (Podarcis muralis)

Invertébrés

L'inventaire a permis d'identifier 5 espèces d'invertébrés (exclusivement des papillons rhopalocères) : Azuré du trèfle (*Cupido argiades*), Belle dame (*Vanessa cardui*), Amaryllis (*Pyronia tithonus*), Demi-deuil (*Melanargia galathea*) et Piéride de la rave (*Pieris rapae*).



Belle dame (Vanessa cardui)



Demi-deuil (Melanargia galathea)



Piéride de la rave (Pieris rapae)



Azuré du trèfle (Cupido argiades)

Oiseaux

Les oiseaux inventoriés aux points d'écoutes ont permis d'identifier (chant et/ou observation directe) 17 espèces : Bruant zizi (*Emberiza cirius*), Étourneau sansonnet (*Sturnus vulgaris*), Geai des chênes (*Garrulus glandarius*), Hirondelle des fenêtres (*Delichion urbica*), Linotte mélodieuse (*Carduelis cannabina*), Merle noir (*Turdus merula*), Mésange charbonnière (*Parus major*), Moineau domestique (*Passer domesticus*), Pic vert (*Picus viridis*), Pie bavarde (*Pica pica*), Pigeon ramier (*Columba palumbus*), Pinson des arbres (*Fringilla coelebs*), Rougequeue noir (*Phoenicurus ochrurus*), Serin cini (*Serinus serinus*), Tarier pâle (*Saxicola torquata*), Tourterelle turque (*Streptopella decaocto*) et Verdier d'Europe (*Carduelis chloris*).



Pigeon ramier (Columba palumbus)



Moineau domestique (Passer domesticus)



Merle noir (Turdus merula)



Verdier d'Europe (Carduelis chloris)

■ En conclusion, lors des prospections de terrain, sur les 17 espèces d'oiseaux inventoriées, 11 sont protégées au niveau national, mais aucune espèce d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation de la ZPS « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou, et de la Roche de Bran » n'a été inventoriée. En effet, La plupart des espèces d'oiseaux contactées est inféodée aux milieux anthropophiles constitués de jardins, parcs et bosquets, mais aussi aux milieux agricoles ouverts.

Concernant les autres vertébrés, seul le Lézard des murailles bénéficie d'une protection nationale.

Au vu des inventaires réalisés en Juillet 2016, l'urbanisation éventuelle de la zone prospectée devrait avoir un impact négligeable sur la préservation des populations de la faune inventoriée.

3. SOLUTIONS DE SUBSTITUTION

AU NIVEAU DU DOCUMENT D'URBANISME

Au titre du Code de l'Urbanisme, un territoire communal peut être régi :

- › Au titre du Règlement National d'Urbanisme (RNU) ;
- › À travers une Carte Communale ;
- › À travers un Plan d'Occupation des sols (POS) ou un Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Actuellement, la commune de Bignoux est régie par un Plan d'Occupation des Sols, approuvé en 1996 et révisé en 2000, 2004 et 2007.

Par délibération en date du 20 Juin 2014, le Conseil Municipal de Bignoux a décidé de prescrire la révision du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme pour donner à la commune une meilleure garantie de gestion, tant au niveau du patrimoine naturel qu'architectural et paysager.

Par ailleurs, l'article L.174-3 du Code de l'Urbanisme, qui codifie la Loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite « Loi ALUR »), dispose que lorsqu'une procédure de révision du POS est engagée avant le 31 Décembre 2015, elle peut être menée jusqu'à son terme. À défaut, l'article L.174-1 du Code de l'Urbanisme s'applique et le Plan d'Occupation des Sols de Bignoux serait devenu caduc au 31 Décembre 2015, renvoyant la commune à la réglementation issue du Règlement National d'Urbanisme.

■ **La commune ne dispose pas de solutions de substitution au regard de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. Par ailleurs, ce document permet une meilleure prise en compte du patrimoine naturel, architectural et paysager.**

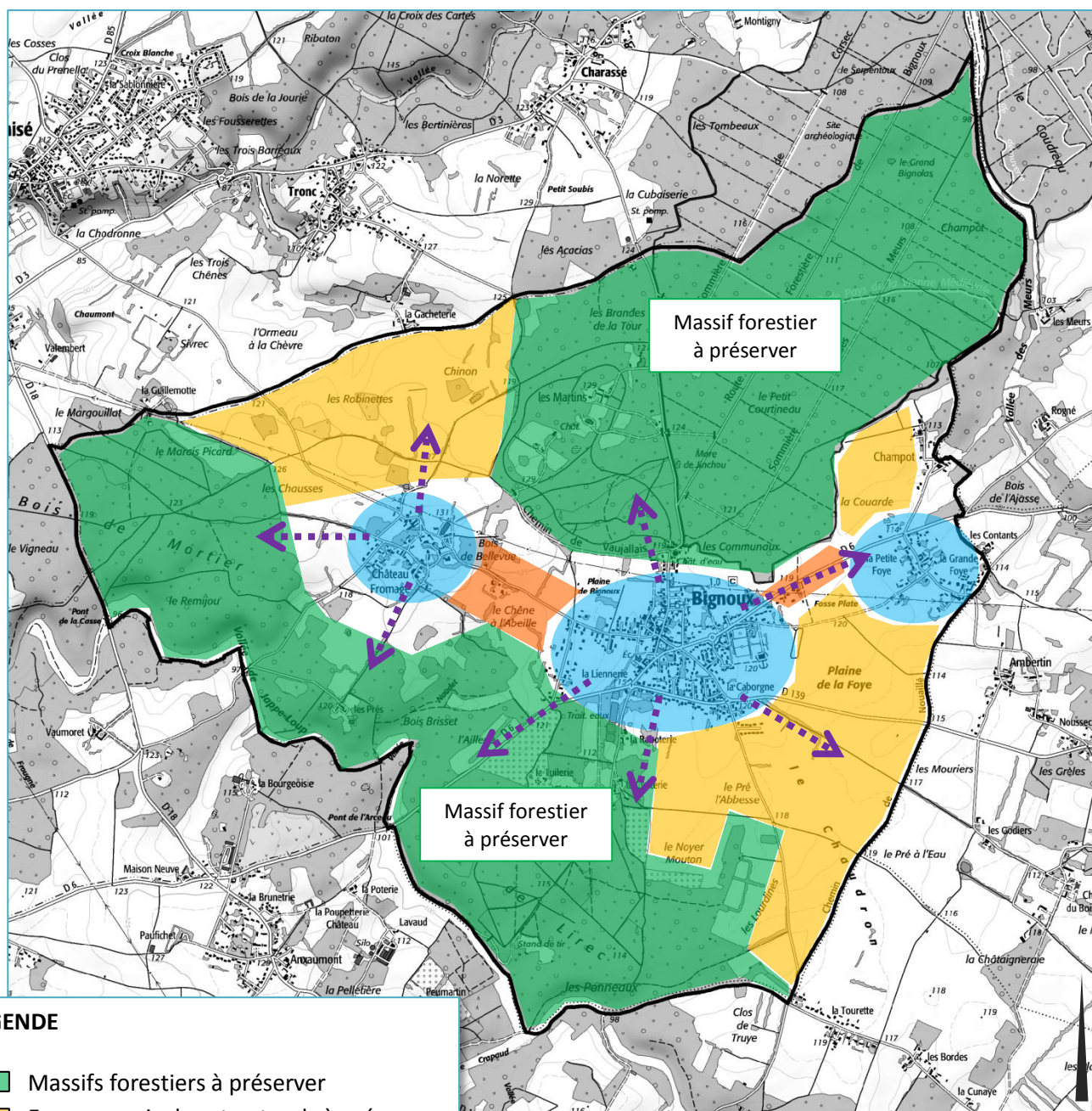
AU NIVEAU DU PROJET PORTÉ PAR LE PLU

L'analyse paysagère et fonctionnelle du territoire communal, intégrant notamment les conclusions cartographiques du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), a abouti à l'élaboration de la carte suivante, reprise au PADD.

Celle-ci présente tout à la fois les contraintes liées à la préservation des espaces forestiers (protégés en tant que ZPS ou ZNIEFF), des espaces naturels et agricoles, que la volonté de la commune de densifier les trois pôles bâtis historiques de la commune, sans ouvrir à l'urbanisation l'espace rural et sans créer de continuité urbaine entre les trois pôles identifiés (maintien d'une coupure d'urbanisation entre les espaces bâtis). L'objectif de l'équipe municipale est également de créer un cadre de vie de qualité en créant des perspectives visuelles entre le Bourg, les villages et les espaces naturels qui les entourent. Cette volonté se traduit par l'orientation n°3 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Préserver le cadre de vie rural et les paysages ».

En matière d'objectifs chiffrés, le Plan Local d'Urbanisme n'ouvre à la construction que ces trois espaces bâtis. Les villages de « Château Fromage » et « La Foye » ne sont constructibles que dans une perspective de densification des espaces déjà construits. Trois secteurs sont nouvellement ouverts à l'urbanisation au sein du Bourg, parmi lesquels le secteur 1AUh « Le Bourg », le plus important, qui a fait l'objet d'inventaires spécifiques afin de confirmer l'absence d'enjeux environnementaux sur le site.

Enjeux en matière de cadre de vie et de paysages sur la commune



LÉGENDE

- Massifs forestiers à préserver
- Espaces agricoles et naturels à préserver
- Espaces bâtis
- Coupures entre les espaces bâtis
- Liens visuels et fonctionnels avec les espaces ruraux

Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP,
IGN SCAN 25 – Échelle : 1/30 000

- La commune ne dispose pas de solutions de substitution au regard du projet porté par le Plan Local d'Urbanisme. Toute alternative aurait consisté à empiéter sur les espaces agricoles ou naturels autour des espaces bâtis ou à créer des continuités bâties entre le Bourg et les différents villages.

4. MOTIFS POUR LESQUELS LE DOCUMENT DE PLANIFICATION A ÉTÉ RETENU

Le projet retenu résulte du travail du Conseil Municipal, de la Commission Urbanisme et des différents groupes de travail, issus pour partie de la société civile, qui ont œuvré dans le cadre d'une élaboration participative du document d'urbanisme associant toutes les composantes de la société (élus, agriculteurs, artisans, etc.).

Divers scénarii ont été proposés et débattus dans une recherche d'équilibre autour de la perspective démographique, du respect du patrimoine architectural et de la richesse biologique.

Le projet tel qu'arrêté repose sur un équilibre trouvé et validé par les différents partenaires.

La conception du projet d'urbanisme intègre en amont les enjeux environnementaux de la Zone de Protection Spéciale en prévoyant dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de mieux connaître l'environnement pour mieux le protéger. Cette orientation majeure est traduite dans le projet de territoire par des dispositions réglementaires concrètes qui garantissent la pérennité des habitats forestiers et agricoles permettant aux espèces protégées d'assurer leur cycle de vie et de reproduction.

5. EXPOSÉ DES EFFETS NOTABLES PROBABLES

EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

ÉVALUATION DES EFFETS POTENTIELS GLOBAUX

Le projet porté par le PLU de Bignoux n'a pas d'effet notable sur l'environnement. Le tableau ci-après, qui reprend la classification donnée à l'article R.122-20 du Code de l'Environnement, en dresse la synthèse.

Effets potentiels	Observations	Nature des effets *									
		P	SE	N	D	I	TP	PT	CT	MT	LT
Sur la santé humaine	Pas d'effet notable		■								
Sur la population	Volonté de croissance modérée	■									
Sur la diversité biologique	Pas d'effet notable		■								
Sur la faune	Protection des boisements et linéaires de haies, des mares et zones humides	■									
Sur la flore	Protection des boisements et linéaires de haies	■									
Sur les sols	Imperméabilisation très réduite			■							
Sur les eaux	Pas d'effet notable		■								
Sur l'air	Pas d'effet notable		■								
Sur le bruit	Pas d'effet notable		■								
Sur le climat	Pas d'effet notable		■								
Sur le patrimoine architectural	Protection des éléments patrimoniaux intéressants	■									
Sur le patrimoine paysager	Impact du bâti agricole sur les perspectives paysagères			■							
Effets cumulés	Pas d'effets cumulés										

* P : effet positif / SE : sans effet / N : effet négatif / D : effet direct / I : effet indirect / TP : effet temporaire / PT : effet permanent / CT : effet à court terme / MT : effet à moyen terme / LT : effet à long terme

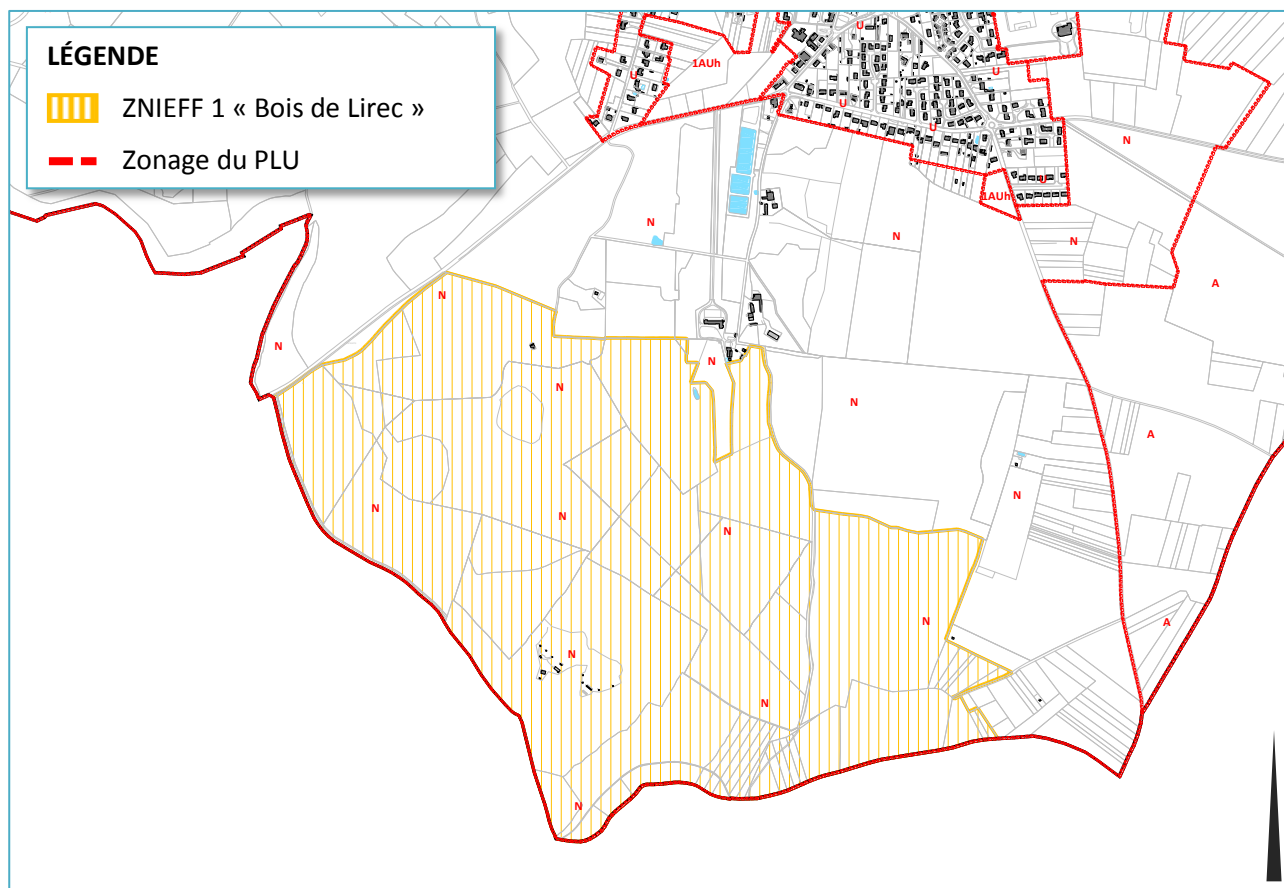
La mise en œuvre du plan a plutôt des effets positifs et les deux effets négatifs, sur les sols et sur le patrimoine paysager, sont très réduits, que cela soit au niveau de l'imperméabilisation des sols que des impacts paysagers.

EFFETS SUR LES ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

- **ZNIEFF de type 1 « Bois de Lirec »**

La partie de la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique « Bois de Lirec » impactant le territoire communal est intégralement située en secteur naturel « N ».

ZNIEFF « Bois de Lirec » et zonage du Plan Local d'Urbanisme



Source : Zonage du Plan Local d'Urbanisme, Cadastre DGFIP, données INPN - Échelle : 1/15 000

En raison de la vocation protectrice du secteur naturel « N », le règlement qui s'y applique est de nature fermée. Toutes les constructions y sont interdites. De plus, le règlement de ces secteurs interdit explicitement toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels.

De façon générale, ce règlement interdit également toute activité susceptible de créer ou de subir des nuisances : altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques...

- **ZNIEFF de type 1 « Forêt de Moulière » et la ZNIEFF de type 2 « Massif de Moulière »**

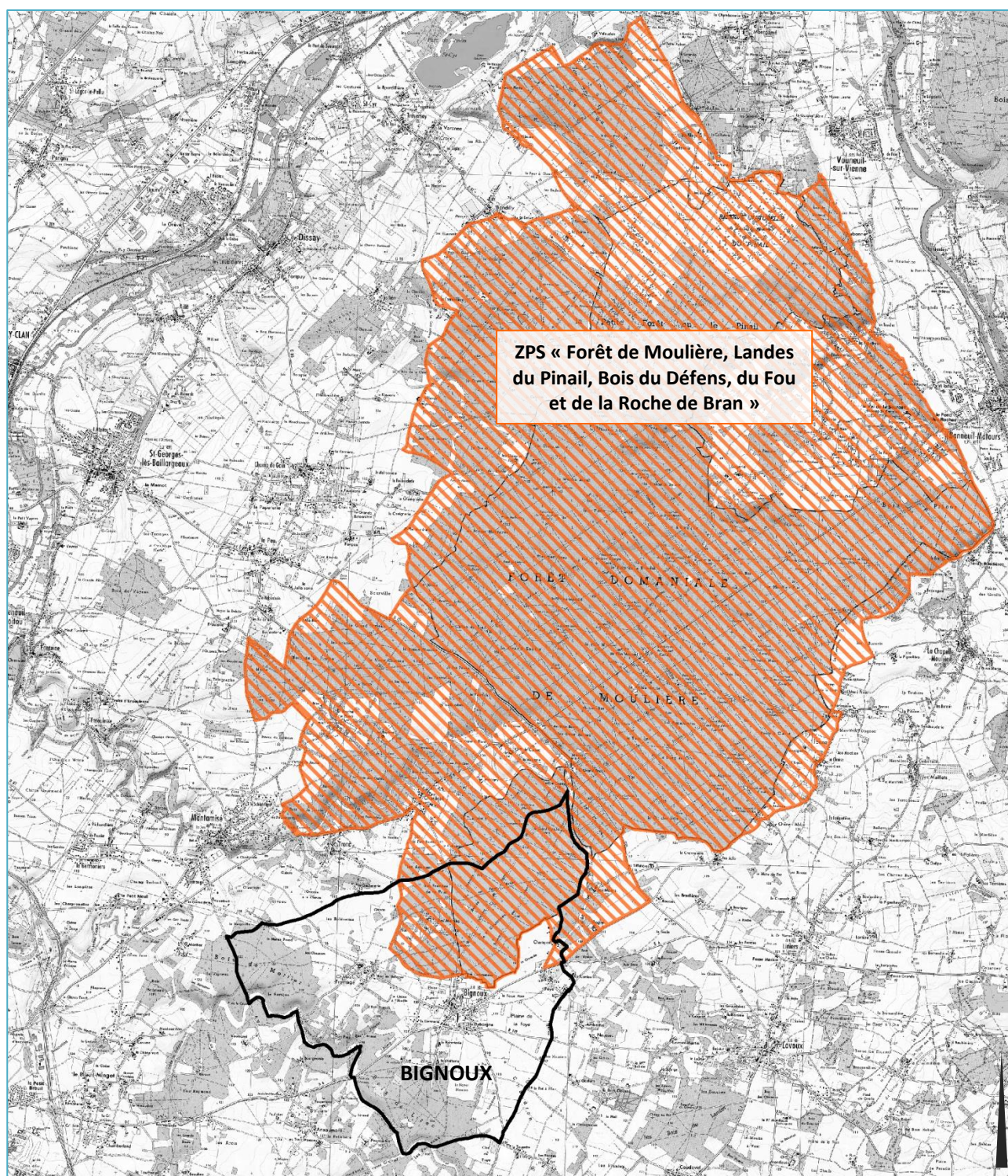
Une ZNIEFF de type 1 « Forêt de Moulière » et une ZNIEFF de type 2 « Massif de Moulière » sont également présentes sur la commune, d'une surface respective de **301 et 431 hectares**, soit respectivement **20,7 % et 29,7 %** de la superficie de Bignoux. Leurs limites se recoupent et sont, toutes deux, incluses dans le périmètre de la ZPS « Forêt de Moulière, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran ». Pour cette raison, leur protection est la même que pour la ZPS et les impacts attendus sur la protection de la biodiversité nuls.

- **Les possibilités d'aménagement et de construction sont fortement limitées ou encadrées sur l'ensemble de la partie communale des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique « Bois de Lirec », « Forêt de Moulière » et « Massif de Moulière ». La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme ne générera pas d'impact notable sur la fonctionnalité écologique de ces espaces.**

ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

LA ZONE DE PROTECTION SPÉCIALE DE LA FORÊT DE MOULIÈRE

Pour rappel des informations données en partie « principaux enjeux environnementaux sur la commune », la ZPS « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran » couvre la partie Nord de Bignoux. D'une surface totale de 8 142 hectares, la ZPS couvre 9 communes.



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFip, données IGN SCAN 25 et INPN – Échelle : 1/75 000

OBJECTIFS DE PROTECTION GLOBAUX LIÉS À LA ZPS

Cadre juridique du document

Le document d'objectifs (DOCOB) est à la fois un document de diagnostic et un document d'orientation pour la gestion des sites Natura 2000. Il fixe des objectifs de protection de la nature conformément à des textes dont la protection et la gestion des milieux naturels est la fonction principale.

Le document d'objectifs a fait l'objet d'un Arrêté Préfectoral le 1^{er} septembre 2009. Quelques extraits sont présentés ci-après afin de contribuer à la compréhension des enjeux écologiques du site.

Définition d'objectifs généraux de conservation

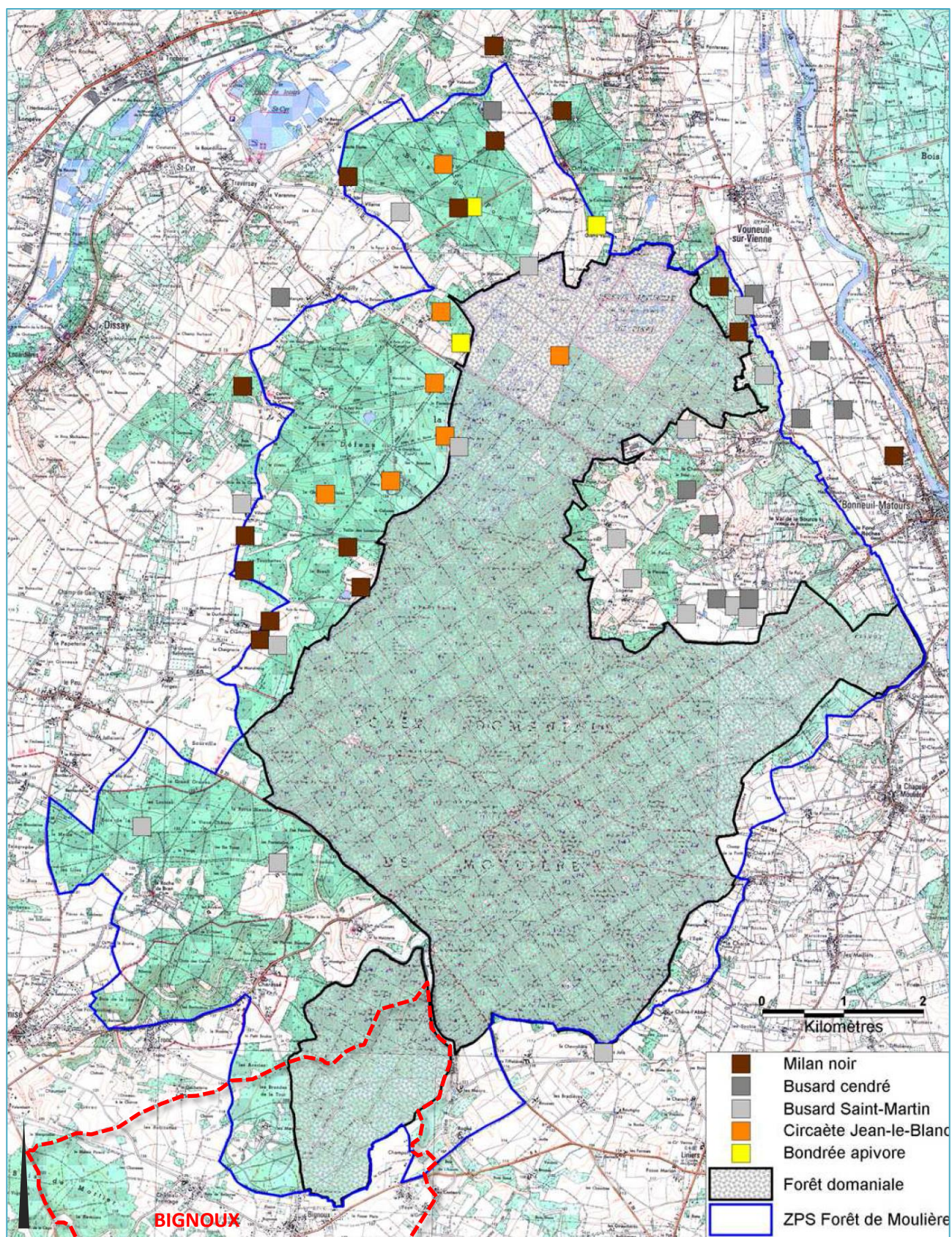
« Au regard des priorités identifiées, il est possible d'avancer les grands objectifs du DOCOB pour assurer le maintien dans un bon état de conservation des 11 espèces d'oiseaux nicheurs d'intérêt communautaire du site. Le Tableau 9 (page suivante) en fait une présentation synthétique avec les effectifs de chaque espèce. On notera à ce sujet qu'un premier objectif global pour la ZPS est d'obtenir une meilleure connaissance des populations des espèces sensibles. Une réelle politique de conservation ne peut s'établir que sur la base d'un état des lieux précis accompagné d'un programme de suivi. Ces deux éléments sont fondamentaux pour asseoir les choix techniques et élaborer d'éventuelles autres solutions. »

Les objectifs définis pour chaque espèce sont les suivants :

- › Fauvette pitchou, Engoulevent d'Europe, Busard Saint-Martin et Busard cendré : **Consolidation**
- › Pic mar et Circaète Jean-le-Blanc : **Maintien**
- › Œdicnème criard, Milan noir et Pie-grièche écorcheur : **Suivi attentif**

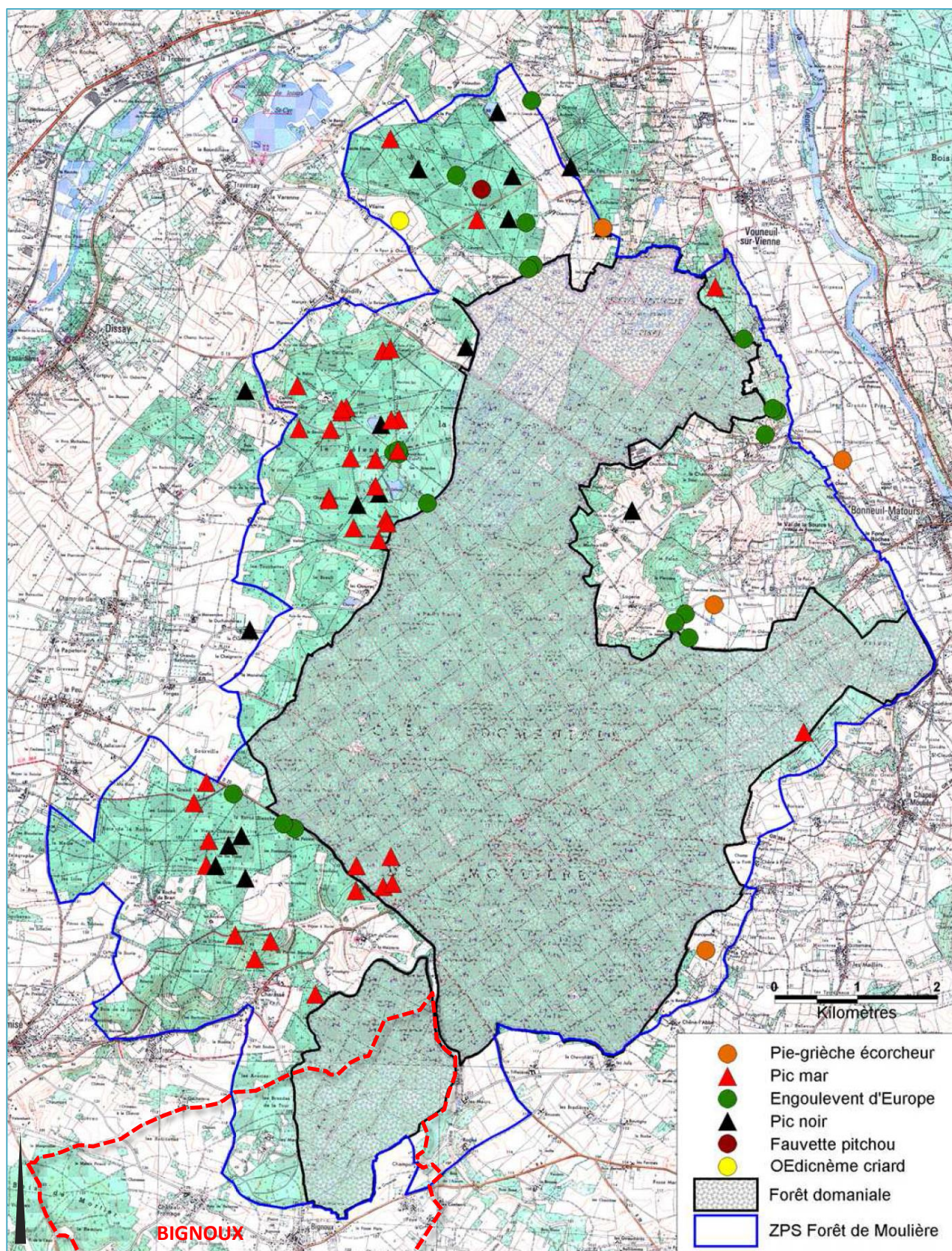
■ Comme illustré par les cartes de contacts issues du DOCOB, ci-après, la position de la commune de Bignoux en limite Sud de la ZPS la place à l'écart des principaux points de nichée des espèces patrimoniales faisant l'objet de mesures spécifiques de conservation.

Contacts de rapaces de l'Annexe I de la Directive « Oiseaux » sur la ZPS « Forêt de Moulière... »



Source : DOCOB de la ZPS « Forêt de Moulière... », LPO de la Vienne

Contacts de pics et passereaux de l'Annexe I de la Directive « Oiseaux » sur la ZPS « Forêt de Moulière... »



Source : DOCOB de la ZPS « Forêt de Moulière... », LPO de la Vienne

Identification d'objectifs en matière d'aménagement du territoire

La page 72 du DOCOB identifie trois objectifs opérationnels en matière d'aménagement du territoire : réduire la dangerosité des équipements de transport et de distribution d'électricité, préserver de l'urbanisation les lisières forêt/milieux ouverts et réduire les risques de collisions routières. Ils sont présentés ci-dessous et ci-après.

Objectifs opérationnels en matière d'aménagement du territoire

Placée entre les agglomérations de Poitiers et de Châtelleraut, le massif de la grande Moulière reçoit une forte demande en termes de « récréation » mais surtout pour l'urbanisation résidentielle.

Le tableau ci-dessous précise les rôles de l'aménagement du territoire pour chaque espèce d'oiseaux nicheurs d'intérêt communautaire.

	Poids thème AT	Rôles de l'aménagement du territoire pour la reproduction	Rôles de l'aménagement du territoire pour l'alimentation
Fauvette pitchou	-	<i>Non concerné</i>	<i>Non concerné</i>
Engoulevent d'Europe	☆	Collisions	Bords de chemins et routes (insectes)
Busard Saint-Martin	☆	<i>Non concerné</i>	Bords de chemins et routes (campagnols)
Busard cendré	☆	<i>Non concerné</i>	Bords de chemins et routes (campagnols)
Pic mar	-	<i>Non concerné</i>	<i>Non concerné</i>
Circaète Jean-le-Blanc	☆☆☆	Reptiles, lignes électriques	Bords de chemins et routes (reptiles)
Œdicnème criard	☆	Insectes	Consommation d'espace agricole
Milan noir	☆	Lignes électriques	Chemins et routes (cadavres)
Pic noir	-	<i>Non concerné</i>	Haie : bois mort, arbres CFMS
Bondrée apivore	☆	Collisions	Bords de chemins et routes (hyménoptères)
Pie-grièche écorcheur	☆	Haies	Bords de chemins et routes (insectes)

Tableau 12 : Rôles de l'aménagement du territoire pour les espèces nicheuses sur le site « Forêt de Moulière »

→ Objectifs opérationnels aménagement du territoire

Réduire la dangerosité des équipements de transport et de distribution d'électricité. Préserver de l'urbanisation les lisières forêt/milieux ouverts. Réduire les risques de collisions routières.

Source : DOCOB de la ZPS « Forêt de Moulière... », LPO de la Vienne

- Parmi les objectifs opérationnels en matière d'aménagement du territoire, la préservation des lisières des espaces boisés entre dans le champ réglementaire du projet de PLU. Comme illustré ci-après en partie « incidences du zonage du PLU sur le site Natura 2000 », aucune ouverture à l'urbanisation n'est prévue en lisière de la ZPS. Seuls les espaces déjà urbanisés (extrémité Nord du Bourg et village de « Champot ») bénéficient d'un classement en zone urbaine à proximité de la Forêt de Moulière ; les autres espaces sont classés en zone naturelle ou agricole, au sein desquelles les constructions sont interdites.

Synthèse de l'ensemble des objectifs opérationnels permettant d'atteindre les objectifs de conservation

THÈMES	OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	LIGNES D' ACTIONS
FORÊT	F1 Diversifier les traitements sylvicoles assurant la fourniture pérenne de gros bois et la présence de milieux ouverts	F1-1 Préserver les feuillus et favoriser le mélange d'essences F1-2 Orienter la gestion pour la disponibilité régulière en gros bois F1-3 Orientations complémentaires en faveur des arbres « remarquables » : F1-3a Conserver et développer les arbres à cavités et/ou à fentes, sénescents ou morts F1-3b Développer des îlots de vieillissement (retard d'exploitation)
	F2 Conserver des milieux naturels associés à la forêt	F2-1 Conserver des milieux naturels associés à la forêt
	F3 Sécuriser la nidification d'espèces sensibles	F3-1 Contrôler les dérangements dans les secteurs de reproduction
	F4 Améliorer la transition forêt / milieux ouverts	F4-1 Modeler des lisières forestières étagées, progressives et variées
ESPACE AGRICOLE	A1 Conserver/obtenir un paysage mixte et structuré	Réseau vert : A1-1 Obtenir un réseau de milieux herbacés A1-2 Obtenir un réseau de haies
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	T1 Réduire la dangerosité des équipements	T1-1 Neutraliser les lignes et pylônes dangereux T1-2 Enfourer les nouvelles lignes T1-3 Gérer de façon adaptée les zones d'emprise des lignes
	T2 Préserver les lisières de l'urbanisation	T2-1 Exclure les zones de lisière boisée des zones urbanisables et aménageables dans les documents d'urbanisme et d'aménagement du territoire
CONTEXTE GÉNÉRAL	G1 Sensibiliser la population et les acteurs locaux	G1-1 Sensibiliser les forestiers à la prise en compte des espèces patrimoniales G1-2 Sensibiliser les agriculteurs à la protection des nichées de busards dans les cultures G1-3 Sensibiliser les agriculteurs à l'usage modéré de pesticides et au choix d'antiparasitaires faiblement rémanents G1-4 Accompagner les pratiques de plein air pour réduire le dérangement G1-5 Sensibiliser les collectivités locales à la gestion différenciée des bords de voies G1-6 Informer et sensibiliser la population locale aux enjeux et actions du docob
	G2 Adapter le périmètre	Intégrer les territoires vitaux des espèces de priorité 1 : G2-1 Étudier les domaines vitaux G2-2 Proposer si nécessaire une adaptation du périmètre de la ZPS
	G3 Suivre et évaluer	G3-1 Suivre les populations d'oiseaux d'intérêt communautaire G3-2 Suivre les actions du docob

Source : DOCOB de la ZPS « Forêt de Moulière... », LPO de la Vienne

INCIDENCES DU ZONAGE DU PLU SUR LE SITE NATURA 2000

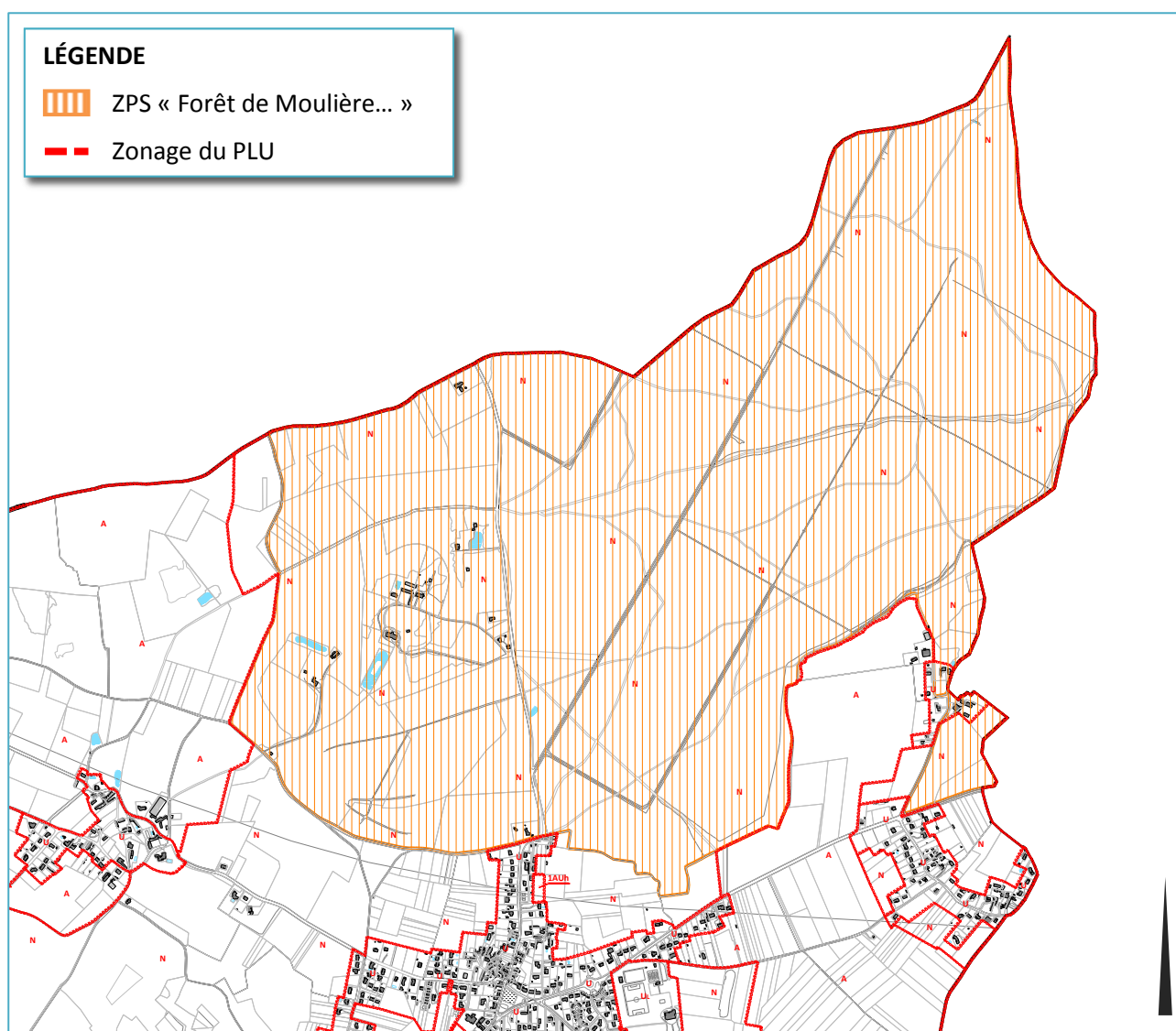
La partie de la Zone de Protection Spéciale « Forêt de Moulière, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran » impactant le territoire communal est intégralement située en secteur naturel « N ».

En raison de la vocation protectrice du secteur naturel « N », le règlement qui s'y applique est de nature fermée. Toutes les constructions y sont interdites. **Sont seulement autorisées les extensions mesurées du bâti en place, les annexes de taille limitée implantées à proximité du bâti principal, les changements de destination du bâti en place et les équipements d'intérêt collectif.**

Concrètement, le bâti en place en secteur naturel « N » au sein du site Natura 2000 ne concerne que 7 îlots bâtis. Les évolutions potentielles sont donc très limitées. La présence de la Forêt de Moulière ne fait que renforcer le caractère protecteur du zonage. De plus, le règlement de ces secteurs interdit explicitement toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels.

De façon générale, ce règlement interdit également toute activité susceptible de créer ou de subir des nuisances : altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques...

Site Natura 2000 et zonage du Plan Local d'Urbanisme



Source : Zonage du Plan Local d'Urbanisme, Cadastre DGFIP, données INPN - Échelle : 1/20 000

- **Les possibilités d'aménagement et de construction sont donc fortement limitées ou encadrées sur l'ensemble de la partie communale de la Zone de Protection Spéciale « Forêt de Moulière, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran ». La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme ne générera pas d'impact notable sur la fonctionnalité écologique de cet espace.**

6. MESURES PRISES POUR ÉVITER, RÉDUIRE OU COMPENSER

MESURES D'ÉVITEMENT

Dans la conception amont du projet, le Plan Local d'Urbanisme de Bignoux intègre les enjeux induits par la sensibilité écologique du territoire, afin d'éviter de générer des conséquences dommageables sur l'environnement. Cette prise en compte est transcrite réglementairement par la délimitation de secteurs protecteurs, limitant fortement les possibilités d'aménagements et de constructions sur les secteurs les plus fragiles. Le plan n'autorise pas la destruction de milieux naturels et n'est pas susceptible d'altérer le fonctionnement du réseau écologique par la rupture de corridors écologiques.

En effet, durant toute l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, le travail itératif qui a été conduit a permis d'éviter la dispersion du bâti autour du Bourg et dans les espaces agricoles ou naturels, notamment.

Le travail d'évitement a porté, tout à la fois, sur l'opportunité du projet, l'évitement géographique et l'évitement technique. Il s'est agi de conduire un projet mesuré, adapté à la commune de Bignoux, d'ouvrir à la construction de préférence dans les espaces interstitiels du Bourg, et de contenir les déplacements, notamment motorisés (voitures, tracteurs...) sur les sites déjà impactés.

Les principales mesures d'évitement retenues sont :

- › **Le développement de l'habitat en centre-bourg**, à travers la reconquête du bâti vacant et la mobilisation d'espaces interstitiels. Cette mesure permet d'éviter, autant que faire se peut, une consommation excessive d'espaces agricoles ou naturels. Cette mesure permet la réalisation dans les limites bâties du Bourg et du village de « La Foye » de 55 des 114 logements nécessaires au projet de PLU.
- › **L'ouverture à l'urbanisation de zones de dimensions limitées à très limitées** (7,4 hectares au total) situées, pour les plus petites (0,3 et 0,7 hectare), dans la continuité de l'enveloppe bâtie du Bourg, sur des espaces cultivés où aucune richesse biologique particulière n'a été inventoriée. La zone constructible la plus importante (6,4 hectares) se trouve sur des surfaces cultivées enclavées au sein de l'enveloppe bâtie du Bourg, quasiment en situation d'espace interstitiel. Cette zone a fait l'objet d'inventaires spécifiques dans le cadre de l'élaboration du PLU afin d'attester de l'absence de richesse biologique particulière.
- › **La mise en œuvre d'un zonage protecteur** sur l'essentiel du territoire communal ; Les secteurs agricole « A » et naturel « N » présentent des possibilités de construction très encadrées (rénovation de l'existant uniquement et, en secteur agricole, pour les activités nécessaires à la pérennité de la profession) et représentent 1 358,7 hectares, soit 93,6 % du territoire communal.

MESURES DE RÉDUCTION

L'adoption du Plan Local d'Urbanisme de Bignoux n'est pas susceptible de générer des conséquences dommageables sur les espaces protégés pour la biodiversité. Il n'est donc pas envisagé de mesures destinées à réduire les conséquences du plan sur leur environnement.

MESURES DE COMPENSATION

L'adoption du Plan Local d'Urbanisme de Bignoux n'est pas susceptible de générer des conséquences dommageables sur les espaces protégés pour la biodiversité. Il n'est donc pas envisagé de mesures destinées à compenser les conséquences du plan sur leur environnement.

7. CRITÈRES, INDICATEURS ET MODALITÉS DE SUIVI

MODALITÉS DE SUIVI

MODALITÉS RETENUES

Afin d'identifier à un stade précoce les incidences négatives imprévues et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées, il est proposé la rédaction d'un rapport d'analyse des effets du plan sur l'environnement à la moitié de la période prévue pour la mise en œuvre du projet. Il contiendra des données chiffrées sur l'année en cours concernant les indicateurs exposés ci-après.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables est défini sur une période de 10 ans. La constitution du rapport d'analyse pourrait donc avoir lieu 5 ans après l'approbation du Plan Local d'Urbanisme, soit au cours de l'année 2022.

La commission environnement pourra se réunir pour examiner les conclusions de ce rapport et, si nécessaire, proposer au Conseil Municipal de réorienter ou de compléter certaines décisions en matière d'aménagement. Une modification du Plan Local d'Urbanisme pourra être décidée suite à ce débat.

RAPPEL DU CADRE RÉGLEMENTAIRE

Article R.151-23 du Code de l'Urbanisme

Au titre de l'évaluation environnementale, lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L.153-27 du Code de l'Urbanisme [...]. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les incidences négatives imprévues et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

Article L.123-27 du Code de l'Urbanisme

Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme [...] le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme [...]. L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan.

Article L.101-2 du Code de l'Urbanisme

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1) L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;

- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
 - c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
 - d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
 - e) Les besoins en matière de mobilité ;*
- 2) La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;*
- 3) La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;*
- 4) La sécurité et la salubrité publiques ;*
- 5) La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;*
- 6) La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;*
- 7) La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.*

INDICATEURS DE SUIVI DES EFFETS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

POUR LES PRINCIPES D'ÉQUILIBRE DANS L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs d'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité.*

Indicateurs retenus pour les principes d'équilibre dans l'aménagement du territoire

Objectifs	Indicateur de suivi	Données prises en compte
a) Équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales.	Sans objet sur la commune	
b) Renouvellement urbain, développement urbain maîtrisé, restructuration des espaces urbanisés, revitalisation des centres urbains et ruraux.	Logements rénovés	
	Logements construits en densification	
	Logements construits en extension	
c) Utilisation économe des espaces naturels, préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et protection des sites, des milieux et paysages naturels.	Prévision et réalisation de consommation d'espace agricole, naturel ou forestier	
	Part du territoire consacré à la préservation des espaces affectés aux activités agricoles	
	Part du territoire consacré à la protection des sites, des milieux et paysages naturels.	
d) sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables.	Nombre d'éléments bâtis protégés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme	
e) besoins en matière de mobilité.	Part des différents modes de déplacements dans les trajets quotidiens (données INSEE)	

POUR LA QUALITÉ URBAINE, ARCHITECTURALE ET PAYSAGÈRE

« L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville »

Indicateurs retenus pour la qualité urbaine, architecturale et paysagère

Objectifs	Indicateur de suivi	Données prises en compte
Qualité urbaine	Rénovations d'espaces publics	Actions conduites
Qualité architecturale	Rénovations d'immeubles protégés	Nombre d'immeubles rénovés
Qualité paysagère	Comparaisons photographiques	Pérennité du couvert végétal Nombre de plantations réalisées

POUR LA DIVERSITÉ DES FONCTIONS ET LA MIXITÉ SOCIALE DANS L'HABITAT

L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à prévoir des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile.

Indicateurs retenus pour la diversité des fonctions et la mixité sociale dans l'habitat

Objectifs	Indicateur de suivi	Données prises en compte
Capacités de satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat.	Rythme de production de nouveaux logements	Nombre de Permis de construire déposés
	Typologie des logements	Évolution de la vacance
	Mode d'occupation des logements	Répartition propriétaires / locataires / locataires sociaux
Capacités de satisfaction, des besoins présents et futurs de l'ensemble des activités économiques.	Nombre d'artisans présents sur la commune	Nombre d'entreprises présentes
Capacités de satisfaction, des besoins présents et futurs de l'ensemble des activités touristiques.	Entreprises liées au tourisme	Nombre d'entreprises présentes

Objectifs	Indicateur de suivi	Données prises en compte
Capacités de satisfaction, des besoins présents et futurs de l'ensemble des activités sportives	Nombre d'associations présentes sur la commune	Nombre d'associations présentes sur la commune
Capacités de satisfaction, des besoins présents et futurs de l'ensemble des activités culturelles	Nombre d'associations présentes sur la commune	Nombre d'associations présentes sur la commune
Capacités de satisfaction, des besoins d'équipements publics	Nombre d'équipements publics présents sur la commune	Nombre d'équipements publics présents sur la commune
Capacités de satisfaction, des besoins d'équipements commerciaux	Nombre de commerces présents sur la commune	Nombre de commerces présents sur la commune
Répartition géographique équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services	Sans objet sur la commune	
Amélioration des performances énergétiques	Consommation globale d'électricité. Nombre de constructions BBC	Nombre d'immeubles concernés
Développement des communications électroniques	Débits de l'Internet fixe et de la téléphonie mobile sur le territoire	État des lieux des réseaux
Diminution des obligations de déplacements motorisés	Trafic routier	Données de comptage sur les axes routiers (Conseil Départemental)
Développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile	Part des différents modes de déplacements dans les trajets quotidiens (données INSEE)	Données INSEE sur les modes de déplacements

POUR LA SÉCURITÉ ET LA SALUBRITÉ PUBLIQUES

L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de sécurité et de salubrités publiques.

Indicateurs retenus pour la sécurité et la salubrité publiques

Objectifs	Indicateur de suivi	Données prises en compte
Salubrité publique	Stations d'épuration	Conformité des équipements à la réglementation et en matière de performances
	Fonctionnement du service public de ramassage des déchets	Données de comptage
Sécurité publique	Accidents relevés sur le réseau viaire	Données de comptage

POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES, POLLUTIONS ET NUISANCES

L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Indicateurs retenus pour la prévention des risques, pollutions et nuisances

Objectifs	Indicateur de suivi	Données prises en compte
Prévention des risques naturels prévisibles	Sans objet sur la commune	
Prévention des risques miniers et technologiques	Sans objet sur la commune	
Prévention des pollutions et des nuisances	Sans objet sur la commune	

POUR LA PROTECTION DES MILIEUX NATURELS ET DES PAYSAGES

L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques.

Indicateurs retenus pour la protection des milieux naturels et des paysages

Objectifs	Indicateur de suivi	Données prises en compte
Protection des milieux naturels et des paysages	Comparaisons photographiques	
Préservation de la qualité de l'air	Mesures réalisées par ATMO Poitou-Charentes	Campagnes de mesures de la qualité de l'air
Préservation de la qualité de l'eau	Station d'épuration du Bourg	Réalisation du réseau d'assainissement et de l'équipement de traitement
Préservation de la qualité du sol, du sous-sol et des ressources naturelles	Estimation de la consommation d'eau potable par habitant et par an	Données de comptage
Préservation de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts	Éléments de la trame verte et bleue préservés dans le PLU	Bilan des déclarations préalables Analyse des photographies aériennes
Création, préservation et remise en bon état des continuités écologiques		Bilan des actions conduites

POUR LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Indicateurs retenus pour le suivi de la lutte contre le changement climatique

Objectifs	Indicateur de suivi	Données prises en compte
Lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement	Mesures d'adaptation énergétique des logements	Données INSEE sur la précarité énergétique des logements
Réduction des émissions de gaz à effet de serre, et économie des ressources fossiles	Parts des modes de déplacements pour les trajets domicile-travail	Données INSEE sur les modes de déplacements
Maîtrise de l'énergie et production énergétique à partir de sources renouvelables	Installations de production d'énergie renouvelable individuelles (solaire, éolien, géothermie...)	Bilan des actions conduites

INDICATEURS DE SUIVI DES EFFETS DU PLAN SUR LE SITE NATURA 2000

INDICATEURS LIÉS À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'évaluation de l'application du plan sur l'aménagement du territoire sera réalisée sur la base des actes d'urbanisme autorisés par la nouvelle réglementation du droit des sols, mise en place à la périphérie du site Natura 2000. Les constructions et aménagements autorisés sont prévus pour être de faible ampleur et, dans tous les cas de figure, aucune zone n'est constructible en site Natura 2000 ; il conviendra de préciser cette ampleur sur la base des surfaces de plancher créées, ainsi que de la superficie des terrains d'assiette concernés.

Analyse des résultats de l'application du plan en matière d'aménagement du territoire

	Secteur urbain « U »	Secteur à urbaniser « 1AUh »	Secteur agricole « A »
Nombre de déclarations préalables 2017/2022			
Nombre de permis de construire 2017/2022			
Nombre de permis d'aménager 2017/2022			
Total : terrains d'assiette des opérations (ha)			
Total : surfaces de plancher créées (m²)			

INDICATEURS LIÉS À LA RICHESSE BIOLOGIQUE DU SITE

Dans le cadre de la réglementation Natura 2000, la structure chargée de l'animation du DOCOB du site « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran », la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) de la Vienne, a en charge le suivi biologique du site.

Les données concernant la commune de Bignoux devront être transmises au Conseil Municipal et intégrées au suivi du Plan Local d'Urbanisme.

8. MANIÈRE DONT L'ÉVALUATION A ÉTÉ EFFECTUÉE

L'évaluation environnementale du plan est réalisée conformément aux dispositions prévues à l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme. Le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme reprend la trame démonstrative prévue par la Loi :

- › Analyse des perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement
- › Description des caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable
- › Analyse des conséquences éventuelles de l'adoption du plan
- › Explication des choix retenus et solutions de substitution envisagées
- › Présentation de mesures pour corriger les conséquences dommageables
- › Définition d'indicateurs pour le suivi des effets du plan sur l'environnement
- › Rédaction d'un résumé non technique

La prise en compte de l'environnement a été réalisée selon une **approche itérative** tout au long de l'élaboration du projet. La synthèse des données récoltées lors de l'état initial de l'environnement a ainsi révélé les grands enjeux environnementaux qui concernent le territoire communal. Ces enjeux ont constitué un cadre fixe au sein duquel le projet de développement de la collectivité a été progressivement constitué. L'approche itérative a permis à la collectivité de décider des premières orientations du projet dans une logique de moindre incidence sur l'environnement. La définition de l'environnement comme « porte d'entrée » du projet permet ainsi d'éviter de générer des conséquences dommageables dans les décisions d'aménagement du territoire.

L'évaluation environnementale a également été réalisée dans une **logique de proportionnalité**. Le choix des secteurs pouvant être le support du développement résidentiel a été réalisé en conservant comme priorité la protection de la richesse biologique du territoire. La commune de Bignoux est à la fois une commune périurbaine et rurale ; son développement doit s'opérer de façon mesurée. L'évaluation environnementale est à la mesure de ce projet modeste. Elle s'attache à décrire les quelques sites sur lesquels des constructions peuvent être envisagées dans une logique de moindre impact. C'est une démarche de construction *in situ* qui a été opérée.

Cette démarche de projet (approche itérative et logique de proportionnalité) évite que l'adoption du plan ne génère des conséquences dommageables sur la biodiversité, et notamment sur les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement. La réponse apportée aux besoins anthropiques ne contraint pas le développement biologique.

9. RÉSUMÉ NON-TECHNIQUE DU PROJET

La commune de Bignoux est une commune à la fois rurale et périurbaine, limitrophe de la ville de Poitiers. Elle s'étend sur 1 452 hectares et compte 1 043 habitants (recensement INSEE de 2013).

C'est une commune qui dispose d'un patrimoine historique et paysager de qualité et d'un patrimoine environnemental également riche. Le projet porté par le Plan Local d'Urbanisme prend en compte cette richesse, qui a servi de guidage à l'élaboration du document d'urbanisme ; il s'agit d'un projet respectueux et modéré.

Les massifs boisés au Nord et au Sud du territoire communal sont concernés par des protections au titre de l'environnement (un site Natura 2000 et trois Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique). En réponse, le zonage mis en œuvre dans le cadre du document d'urbanisme est très protecteur puisque l'intégralité de ces sites est classée en zone naturelle. La carte ci-après rend compte de ce fait.

Au sein du site Natura 2000, mais également sur l'ensemble du territoire communal, les exploitations et les terres agricoles sont concernées par un zonage « A » qui permet de nouvelles constructions, mais de façon limitée dans des espaces déjà investis pour l'agriculture ; cela permet de ne pas engendrer de nouveaux impacts sur les espaces naturels.

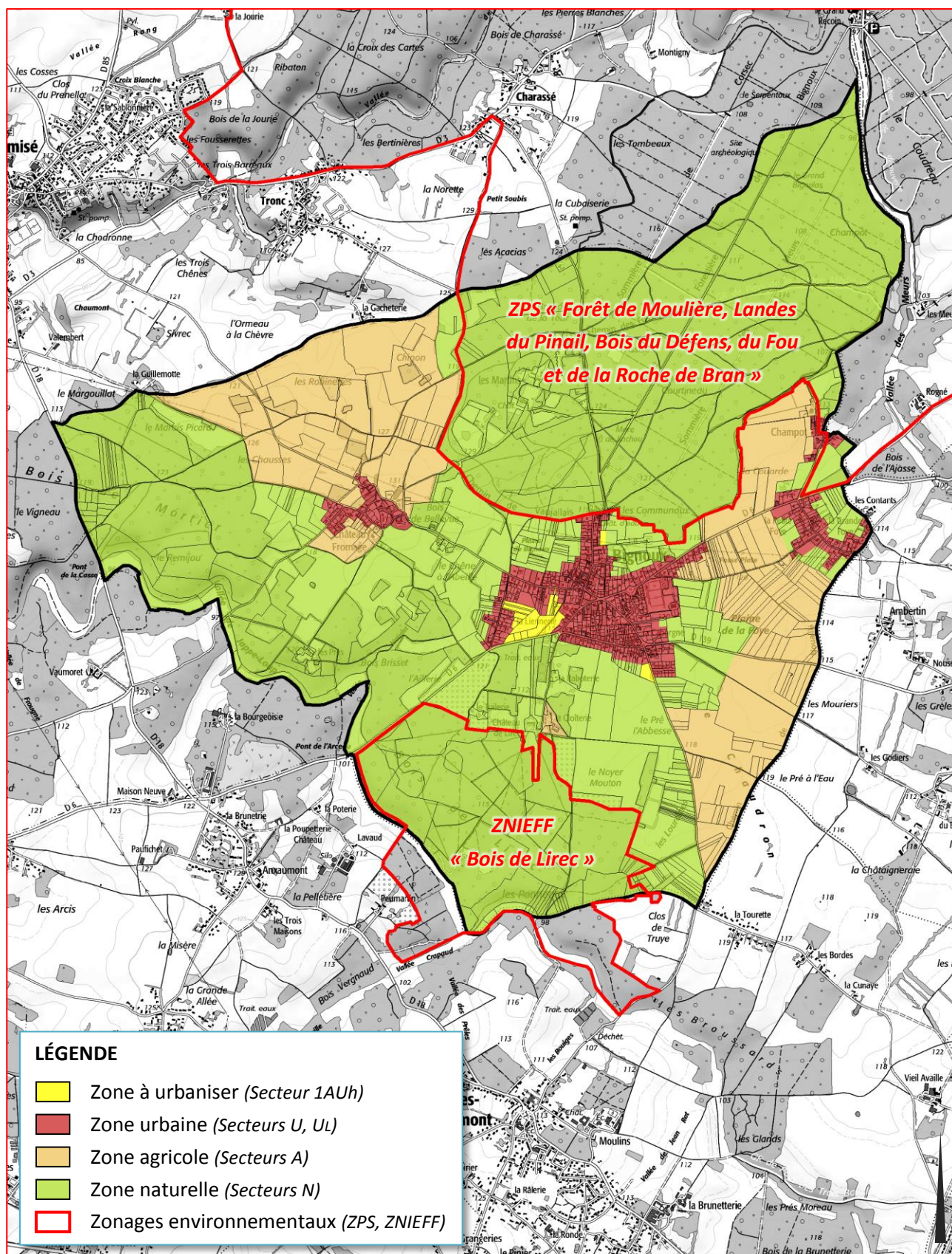
Le bourg de Bignoux jouxte le site Natura 2000 de la Forêt de Moulière. Le développement du bâti tient compte de cet état de fait, notamment en limitant l'urbanisation vers le Nord et en conservant au Bourg sa forme ovoïde afin de ne pas empiéter sur les espaces agricoles et naturels alentours. La plus grosse partie des zones ouvertes à l'urbanisation se trouve en effet au Sud-Ouest du Bourg, en situation enclavée au sein de l'enveloppe bâtie existante, dans une logique de moindre consommation d'espace.

Sur les villages de « Château Fromage » (à l'Ouest), « La Foye » et « Champot » (à l'Est), aucune ouverture à l'urbanisation n'est planifiée. Le potentiel d'accueil sur ces villages est envisagé *intra-muros* (rénovation du bâti, utilisation des espaces interstitiels). Par ailleurs, des coupures d'urbanisation sont respectées entre ces villages et le Bourg afin de ne pas rompre les corridors écologiques locaux entre les différents sites naturels protégés.

Au global, l'ouverture à l'urbanisation est limitée (7,4 hectares) et, à travers les orientations d'aménagement et de programmation mises en œuvre, l'impact éventuel sur l'environnement est neutralisé (traitement paysager, maintien d'écrans verts entre les constructions et les paysages alentours.).

Le projet porté par le Plan Local d'Urbanisme de Bignoux n'aura donc pas d'effet notable sur l'environnement car la démarche itérative de connaissance et de prise de l'environnement suivie tout au long de son élaboration a permis d'irriguer la réflexion autour du projet de territoire.

Zonage prévu au projet de PLU et zonages de protections environnementales



Source : SIG PARCOURS, cadastre DGFiP, zonage du PLU, données IGN SCAN 25 et INPN – Échelle : 1/30 000